

**ÉTAT DES LIEUX DE LA GOUVERNANCE DE LA RECHERCHE  
UNIVERSITAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE**

***RAPPORT SUR L'UNIVERSITÉ DE  
OUAGADOUGOU (UO)***

**Rapport final**

**Consultant : Seglaro Abel SOMÉ  
Novembre 2009**

## Table des matières

<b>LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS .....</b>	<b>3</b>
<b>RESUME EXECUTIF .....</b>	<b>5</b>
<b>1. INTRODUCTION .....</b>	<b>7</b>
<b>2. CONTEXTE DE LA GOUVERNANCE DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE AU BURKINA FASO.....</b>	<b>8</b>
2.1 CADRES DE REFERENCE DES POLITIQUES ECONOMIQUE, EDUCATIVE ET DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE .....	8
2.2 L'UO DE 1965 A NOS JOURS .....	9
<b>3. ORGANISATION DE LA RECHERCHE A L'UO .....</b>	<b>11</b>
3.1 ORGANISATION GENERALE DE L'UO .....	11
3.2 STRUCTURES AYANT UN LIEN AVEC LA RECHERCHE.....	13
3.3 FORCES ET FAIBLESSES DE L'ORGANISATION DE LA RECHERCHE A L'UO .....	14
<b>4. PILOTAGE INSTITUTIONNEL DE LA RECHERCHE A L'UO .....</b>	<b>16</b>
4.1 POLITIQUE DE RECHERCHE .....	16
4.2 FINANCEMENT .....	19
4.3 FORCES INSTITUTIONNELLES DE LA RECHERCHE A L'UO.....	21
<b>5. GESTION OPERATIONNELLE DE LA RECHERCHE A L'UO .....</b>	<b>22</b>
5.1 PROCEDURES.....	22
5.2 CONDITIONS DE TRAVAIL .....	22
5.3 FAIBLESSES MATERIELLES DE LA RECHERCHE A L'UO .....	25
<b>6. ENJEUX MAJEURS, BESOINS ET APPROCHES PROMETTEUSES A ACCOMPAGNER.....</b>	<b>26</b>
6.1 ETRE AU CŒUR DES STRATEGIES NATIONALES DE DEVELOPPEMENT .....	26
6.2 LES BESOINS EN RENFORCEMENT DES CAPACITES .....	27
6.3 UNE GOUVERNANCE EFFICACE DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE .....	28
<b>7. RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>30</b>
7.1 A L'ENDROIT DE L'ETAT : FINANCER LA RECHERCHE A L'UO.....	30
7.2 A L'ENDROIT DE L'UO, DE SES PARTENAIRES NON ETATIQUES ET DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS .....	30
7.3 POUR UNE POLITIQUE DE RECHERCHE A L'UO.....	31
<b>8. CONCLUSION .....</b>	<b>33</b>

## Liste des sigles et abréviations

<b>ACDI</b>	Agence canadienne de développement international
<b>ACM</b>	Atelier central de maintenance
<b>ANVAR</b>	Agence nationale pour la valorisation des résultats de recherche
<b>ATOS</b>	Administratif, technique, ouvrier et de soutien
<b>AUF</b>	Agence universitaire de la francophonie
<b>BUC</b>	Bibliothèque universitaire centrale
<b>CA</b>	Conseil d'administration
<b>CAMES</b>	Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur
<b>CBEIC</b>	Centre burkinabè d'études interculturelles
<b>CDPP</b>	Centre de documentation et de perfectionnement pédagogique
<b>CEDRES</b>	Centre d'études, de documentation et de recherches économiques et sociales
<b>CEPAPE</b>	Centre d'études pour la promotion, l'aménagement et la protection de l'environnement
<b>CERAM</b>	Centre d'expertise et de recherche africain sur les médias et la communication
<b>CERLESHS</b>	Centre d'études et de recherche en lettres, sciences humaines et sociales
<b>CESUP</b>	Centre d'enseignement supérieur de Ouagadougou
<b>CFVU</b>	Conseil de la formation et de la vie universitaire
<b>CIEREA</b>	Conférence des institutions d'enseignement et recherche économiques et de gestion en Afrique
<b>CIERL</b>	Centre d'information, d'études et de recherche en lettres
<b>CIUF</b>	Conseil interuniversitaire des universités francophones de Belgique
<b>CLU</b>	Collège littéraire universitaire
<b>CLUO</b>	Centre de langues de l'Université de Ouagadougou
<b>CNF</b>	Campus numérique francophone
<b>CNRST</b>	Centre national de la recherche scientifique et technologique
<b>CPES</b>	Centre de préparation aux enseignements secondaires
<b>CRDI</b>	Centre de recherches pour le développement international
<b>CREAD</b>	Centre de recherche en études africaines, anglophones et de la diaspora
<b>CREPJ</b>	Centre de recherche et d'études politiques et juridiques
<b>CROU</b>	Centre régional des œuvres universitaires
<b>CRSBAN</b>	Centre de recherche en sciences biologiques, alimentaires et nutritionnelles
<b>CSLP</b>	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
<b>CSU</b>	Conseil scientifique de l'Université
<b>CUD</b>	Commission universitaire pour le développement
<b>CUI</b>	Coopération universitaire institutionnelle
<b>CVRS</b>	Centre voltaïque de la recherche scientifique (CVRS)
<b>DAF</b>	Directeur de l'administration et des finances
<b>DAOI</b>	Direction des affaires académiques, de l'orientation et de l'information
<b>DCU</b>	Direction de la coopération universitaire
<b>DEA</b>	Diplôme d'études approfondies
<b>DEC</b>	Direction des études et de la consultation
<b>DEP</b>	Direction des études et de la planification
<b>DFPC</b>	Direction de la formation professionnelle et continue
<b>DIP</b>	Direction des innovations pédagogiques
<b>DPE CAMES</b>	Direction de la promotion des enseignants et des relations avec le CAMES
<b>DPNTIC</b>	Direction de la promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication
<b>DPU</b>	Direction des presses universitaires
<b>DR</b>	Direction de la recherche
<b>DRH</b>	Direction des ressources humaines
<b>ENSK</b>	Ecole normale supérieure de Koudougou
<b>EPSCT</b>	Etablissement public de l'Etat à caractère scientifique, culturel et technique
<b>ESD</b>	Ecole supérieure de droit
<b>ESI</b>	Ecole supérieure d'informatique
<b>ESSEC</b>	Ecole supérieure des sciences économiques
<b>ESSSA</b>	Ecole supérieure des sciences de la santé
<b>FASEG</b>	Faculté des sciences économiques et de gestion

FAST	Faculté des sciences et techniques
FCFA	France de la Communauté financière africaine
FDSP	Faculté de droit et de sciences politiques
FLASHS	Faculté des langues, des lettres, des arts, des sciences humaines et sociales
FONER	Fonds national pour l'éducation et la recherche
FRSIT	Forum national de la recherche scientifique et des innovations technologiques
FSS	Faculté des sciences de la santé
IBAM	Institut burkinabè des arts et métiers
IDR	Institut du développement rural
IDS	Institut des sciences
IGEDD	Institut de génie de l'environnement et du développement durable
IMP	Institut de mathématique et de physique
INAFEC	Institut national de formation et des études cinématographiques
INC	Institut national de chimie
INERA	Institut de l'environnement et de recherches agricoles (INERA)
INSE	Institut des sciences de l'éducation
INSHUS	Institut des sciences humaines et sociales
INSS	Institut des sciences des sociétés (INSS)
INSULLA	Institut supérieur des lettres, des langues et des arts
IPERMIC	Institut panafricain d'étude et de recherche sur les médias, l'information et la communication
IRSAT	Institut de recherche en sciences appliquées et technologiques (IRSAT)
IRSS	Institut de recherche en sciences de la santé (IRSS)
ISFP	Institut supérieur de formation pédagogique
ISN	Institut des sciences naturelles
ISP	<i>International Sciences Programme</i>
ISSP	Institut supérieur des sciences de la population
IUP	Institut universitaire pédagogique
IUT	Institut universitaire de technologie (IUT)
LMD	Licence, master, doctorat
LU	Librairie universitaire
MESSRS	Ministère des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique
MHO	<i>Medefinanciering Hoger Onderwijs</i>
OB	Office du baccalauréat
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
PAESup	Projet d'appui à l'enseignement supérieur
PhD	Doctorat
PTCI	Programme de troisième cycle interuniversitaire
PUO	Presses universitaires de Ouagadougou
RESEAU	Renforcement de l'enseignement supérieur et de l'action universitaire
SG	Secrétariat général
SIDA	Agence suédoise de coopération internationale pour le développement
TIC	Technologie de l'information et de la communication
UFR	Unité de formation et de recherche
UFR/LAC	UFR en langues, arts et communication
UFR/SDS	UFR en sciences de la santé
UFR/SEA	UFR en sciences exactes et appliquées
UFR/SEG	UFR en sciences économiques et de gestion
UFR/SH	UFR en sciences humaines
UFR/SJP	UFR en sciences juridiques et politiques
UFR/SVT	UFR en sciences de la vie et de la terre
UO	Université de Ouagadougou
VP/EIP	Vice-président chargé des enseignements et des innovations pédagogiques
VP/PRUE	Vice-président chargé de la professionnalisation et des relations université - entreprises
VP/RCI	Vice-président chargé de la recherche et de la coopération internationale

## Résumé exécutif

Le rapport entre dans le cadre d'une étude sous-régionale commandée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et portant sur un état des lieux de la gouvernance de la recherche universitaire dans six universités en Afrique de l'Ouest et du Centre : Université de Ouagadougou (UO) (Burkina Faso), *University of Buea* (Cameroun), Université d'Abobo-Adjamé (Côte d'Ivoire), *University of Ghana Legon* (Ghana), Université Cheikh Anta Diop et Université Gaston Berger (Sénégal). Il rend compte de la gouvernance de la recherche à l'UO, à partir d'analyses documentaires et d'entretiens réalisés avec les acteurs impliqués dans l'organisation, le pilotage et la gestion opérationnelle de la recherche.

### *Le contexte de la gouvernance de la recherche universitaire au Burkina Faso*

Il est constitué essentiellement par les principaux référentiels de politiques économique et éducative du pays (Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), *Loi d'orientation de l'éducation*, *Lettre de politique éducative*, *Plan sectoriel de l'éducation au Burkina Faso* et *Plan stratégique de la recherche scientifique*.) et la brève histoire de l'UO qui remonte en 1965, avec la création de l'Institut supérieur de formation pédagogique (ISFP). Au sein de l'ISFP, se trouvait le Centre de préparation aux enseignements secondaires (CPES) qui évoluera en Centre d'enseignement supérieur de Ouagadougou (CESUP), en 1969, puis en UO en 1974.

### *L'organisation de la recherche à l'UO*

L'organisation de la recherche à l'UO s'apprécie à partir de l'organisation générale de l'UO qui présente une structure hiérarchique en forme unitaire (structure multifonctionnelle). Elle s'appuie sur le Vice-président chargé de la recherche et de la coopération internationale (VP/RCI), la Direction de la recherche (DR) et, dans une certaine mesure, la Direction des presses universitaires (DPU) et la Direction des études et de la planification (DEP). Son fonctionnement ne fait pas l'objet de texte spécifique, en dehors des textes portant organisation de l'enseignement supérieur au Burkina Faso, de ceux structurant l'UO et de ceux relatifs à l'organisation et aux fonctionnement des UFR et instituts. Cette organisation est marquée par des faiblesses que sont l'absence de structuration effective dans les faits, l'émiettement et le cloisonnement des laboratoires, l'absence de liens réels entre directions d'UFR et centres de recherche ou laboratoires, l'insuffisance d'infrastructures, de matériels et de professeurs. Au titre des forces, on note l'existence de structures dédiées à la valorisation de la recherche, tant internes (DR, DPU) qu'externes (Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche (ANVAR) et Forum national de la recherche scientifique et des innovations technologiques (FRSIT)), et l'esprit d'initiative des enseignants-chercheurs dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets de recherche.

### *Le pilotage de la recherche à l'UO*

Le pilotage institutionnel de la recherche à l'UO est handicapé par l'absence d'une politique de recherche propre et d'un système national de financement. L'UO dispose d'un *Plan stratégique quinquennal de développement institutionnel de l'UO 2005-2009*. Mais sa mise en œuvre semble avoir été handicapée par le caractère aléatoire de son mode de financement (projets financés par la coopération internationale), l'"instabilité institutionnelle" de l'UO (quatre Présidents en six ans, de 2003 à nos jours), l'absence de pilotage véritable de la recherche et l'émiettement des acteurs

de base de la recherche. Le budget de l'UO n'a aucune ligne consacrée à la recherche proprement dite et il n'existe pas, au niveau national, de véritable mécanisme de financement de la recherche sur fonds publics, en dehors du paiement des primes de recherche et voyages d'études, des soutiens financiers à la DPU et du Fonds national pour l'éducation et la recherche (FONER) qui est focalisé sur les aides et prêts aux étudiants. Dans cette situation d'absence de budget véritable pour la recherche, financé par l'Etat, apparaissent de nombreux partenaires financiers, par le biais de projets initiés dans le cadre de consultations individuelles ou de conventions de coopération plus larges signées avec l'Etat ou l'Université, et tenant compte des besoins de l'UO.

### *La gestion opérationnelle de la recherche à l'UO*

De l'avis des acteurs de la recherche, tant au niveau central que non, le personnel de gestion administrative et financière n'intégrerait pas les spécificités et réalités de l'Université pour simplifier les procédures qui demeureraient lourdes, "lentes" et "pesantes". Ceci s'explique par la double tutelle de l'UO qui la soumet aux règles de gestion financière de l'Etat, par le biais d'agents de l'administration financière relevant du ministère chargé des finances. La conséquence est qu'il y a une tendance à préférer gérer les projets de recherche en marge de l'agence comptable, tant que cela est possible. Quant à l'environnement du chercheur, il est plutôt précaire. Les chercheurs sont laissés à eux-mêmes et les jeunes chercheurs, particulièrement, manquent d'encadrement. L'infrastructure physique et matérielle de la recherche à l'UO n'est pas à la hauteur des besoins émanant des différents acteurs : insuffisance de bureaux et de matériel informatique ; insuffisance accentuée pour les jeunes chercheurs et thésards.

### *Les enjeux*

L'enjeu de l'UO est de pouvoir être au cœur des stratégies et politiques de développement du Burkina Faso par la recherche de synergie entre chercheurs et décideurs. Pour cela, ses besoins en renforcement des capacités doivent être liés à ce souci d'ouverture sur son environnement en prêtant attention aux besoins de la société ; en alliant recherche fondamentale et appliquée ; en faisant en sorte que l'Université devienne le socle du développement, le lieu de diffusion des idées nouvelles ; en renforçant le lien entre l'Université et le CNRST pour exploiter des synergies et complémentarités ; en envisageant l'utilisation des langues nationales à l'Université.

### *Les recommandations*

A l'endroit de l'Etat, il est recommandé d'allouer un budget pour la recherche à l'UO qui servirait au financement des bourses de troisième cycle, de soutiens aux laboratoires, des revues ou autres activités de recherche.

A l'endroit de l'UO, de ses enseignants-chercheurs et de ses partenaires, il est recommandé d'adopter de nouvelles réglementations de la recherche, notamment proposées par le projet d'établissement ; de mieux accompagner les jeunes chercheurs et thésards ; de prendre des initiatives pour une valorisation efficace des résultats de la recherche ; de formuler des projets et programmes de recherche impliquant des équipes pluridisciplinaires ; de définir et de mettre en œuvre une politique de recherche, une stratégie de formation, une stratégie de communication et une politique de partenariat ; d'accroître les capacités en infrastructures et matériels pour les activités de recherche ; et de réaliser un processus d'identification systématique des besoins en renforcement des capacités.

## 1. Introduction

Dresser l'état des lieux de la gouvernance de la recherche universitaire à l'Université de Ouagadougou (UO), dans le cadre d'une étude sous-régionale portant sur six universités en Afrique de l'Ouest et du Centre (UO, *University of Buea*, Université d'Abobo-Adjamé, *University of Ghana Legon*, Université Cheikh Anta Diop Dakar, Université Gaston Berger Saint-Louis), tel est le mandat général à la base du présent rapport.

Il est exécuté aux fins d'informer les réflexions en cours au Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et d'identifier des axes possibles d'intervention du CRDI et d'autres partenaires dans ce domaine.

Suivant la démarche générale adoptée pour l'ensemble des universités concernées par l'étude, ce rapport, portant sur l'UO, est le résultat d'analyses documentaires (cf. Bibliographie) et d'entretiens qui ont pu être effectués avec des personnes qualifiées en tant que :

- responsables ayant une vision plus globale de l'UO et/ou assurant le pilotage institutionnel : Président du Conseil d'administration (CA), Président du Conseil de la formation et de la vie universitaire (CFVU), Président du Conseil scientifique de l'Université (CSU), Président de l'UO, Directrice de la recherche, Directeur de la promotion des enseignants et des relations avec le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), Directeur de la coopération universitaire, Chef du bureau d'études du Secrétaire général ;
- responsables au fait de la gestion et du fonctionnement des structures de recherche et/ou s'occupant de la gestion opérationnelle de la recherche : directeurs d'Unité de formation et de recherche (UFR), directeurs de centre de recherche, responsables de laboratoires, Directeur de l'administration et des finances (DAF), Agent comptable ;
- acteurs de base de la recherche : enseignants-chercheurs et étudiants en thèse de doctorat.

La qualité des personnes interviewées (cf. Annexe 2) a permis que l'ensemble des questions couvertes par le guide d'entretien (cf. Annexe 1) puissent être correctement abordées.

La situation de crise que vit en ce moment l'UO (grève des enseignants-chercheurs) a allongé les délais d'obtention de rendez-vous pour la réalisation des entretiens, notamment ceux des responsables impliqués au plus haut niveau (pilotage institutionnel), d'où leur étalement en deux périodes : entre le 5 et le 19 mai, puis entre le 3 et le 15 juin.

Le consultant souhaite exprimer sa reconnaissance au CRDI et aux autorités de l'UO pour les facilités accordées à la réalisation de cet état des lieux. Il remercie particulièrement la Directrice de la recherche et toutes les personnes interviewées qui ont donné de leur temps pour partager leurs appréciations de la gouvernance de la recherche à l'UO.

Après un point sur le contexte de la gouvernance de la recherche universitaire au Burkina Faso, le rapport traite des questions relatives à l'organisation, au pilotage institutionnel, à la gestion opérationnelle, aux enjeux et perspectives de la recherche à l'UO, avant de procéder à des recommandations.

## 2. Contexte de la gouvernance de la recherche universitaire au Burkina Faso

### 2.1 Cadres de référence des politiques économique, éducative et de recherche scientifique

Le Burkina Faso a adopté en 2000 et révisé en 2003, en tant que document d'orientation stratégique de développement à l'horizon 2015, un Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) dont la préoccupation essentielle est de centrer la stratégie de développement économique et social sur un meilleur impact des politiques pour le bien-être des populations par la réduction de la pauvreté de masse (44,4 % de pauvres en 2008). De même, le pays s'est engagé à atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en 2015.

C'est dans ce sens que le gouvernement s'est investi dans les secteurs prioritaires tels que l'éducation qui est perçue comme un facteur favorisant l'épanouissement des populations et le développement économique du pays. Après huit années de mise en œuvre (2000-2008), force est de reconnaître que les OMD ne seront probablement pas atteints en 2015. Des retards sont enregistrés dans tous les secteurs concernés, notamment dans le secteur de l'éducation où le taux de scolarisation des enfants en 2006 n'est que de 64,9 % dans le primaire, 19,3 % au premier cycle du secondaire, 7,4 % au second cycle du secondaire et où on compte 219 étudiants pour 100 000 habitants dans le supérieur. Le taux d'alphabétisation est estimé à 28,7 %. Les différentes réformes éducatives (1962, 1979, 1986) n'ont donc pas permis d'adapter l'école aux réalités socioéconomiques du pays (MESSRS, MEBA, MASSN, 2008).

En phase avec le CSLP, la *Loi d'orientation de l'éducation* (juillet 2007), la *Lettre de politique éducative* (juillet 2008) et le *Plan sectoriel de l'éducation au Burkina Faso* (2008) matérialisent la réforme actuelle du système éducatif burkinabè qui vise à mettre en place un système plus adapté, plus cohérent, accessible à tous, tout en faisant de l'apprenant, un citoyen capable de se prendre en charge et de contribuer au développement socioéconomique du pays.

Preuve d'une volonté politique de reconnaître à la recherche sa place et ses fonctions dans le processus de développement, le gouvernement adoptait, en 1995, un plan stratégique de la recherche et restructurait le Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST)<sup>1</sup>. L'élaboration du plan stratégique de la recherche scientifique répondait à la nécessité de permettre à la recherche de jouer un rôle prépondérant pour le développement du pays, et de faire du CNRST un outil d'excellence de promotion et de coordination de la recherche, apte à apporter son concours à la réalisation des objectifs de développement fixés par l'Etat. Le plan présentait ainsi la stratégie du CNRST, les programmes à long terme et un projet scientifique pour une période de cinq ans.

La période couverte théoriquement par ce projet scientifique étant écoulee<sup>2</sup>, le *Plan sectoriel de l'éducation du Burkina Faso* (2008), indique que : "Pour contribuer à la croissance économique et améliorer la qualité des enseignements, une politique cohérente de recherche sera élaborée et financée aussi bien par le public que le privé. Le financement du public passera de 2,658 milliards

---

<sup>1</sup>Le Burkina Faso serait le seul pays de la sous-région à disposer d'un centre comme le CNRST. Structure en charge de la recherche scientifique et technologique dans le pays, le CNRST est un établissement public de l'Etat à caractère scientifique, culturel et technique (EPSCT). Créé en 1978, à partir du regroupement du Centre voltaïque de la recherche scientifique (CVRS) et de divers instituts de recherche agronomique, l'exécution de ses programmes de recherche se fait à travers ses quatre instituts spécialisés que sont l'Institut des sciences des sociétés (INSS), l'Institut de l'environnement et de recherches agricoles (INERA), l'Institut de recherche en sciences appliquées et technologiques (IRSAT) et l'Institut de recherche en sciences de la santé (IRSS).

<sup>2</sup>Le CNRST est en train de formuler un nouveau plan stratégique de la recherche.



de FCFA en 2006 à 3,250 milliards en 2015 puis à 4,482 milliards en 2020. Pour l'ensemble de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, les dépenses courantes annuelles publiques progresseront de 18,418 milliards en 2006 à 31,546 milliards en 2020." En même temps, concernant spécifiquement la recherche, ce plan prévoit un désengagement progressif de l'Etat dans le financement des dépenses courantes ; les charges devant de plus en plus revenir aux structures de recherches.

En réalité, outre les travaux menés par les structures de recherche dans les ministères, notamment ceux en charge de la santé, de l'environnement, des mines et de la géologie, l'activité de recherche est partagée au Burkina Faso entre les universités publiques et le CNRST, sous la tutelle du Ministère des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique (MESSRS). Cependant, la tendance est nette d'associer exclusivement l'Université à l'enseignement supérieur et le CNRST à la recherche, sans doute en raison des missions assignées au CNRST<sup>3</sup>.

## 2.2 L'UO de 1965 à nos jours

L'histoire de l'UO remonte à l'Institut supérieur de formation pédagogique (ISFP), créé en 1965, qui constitue le point de départ de l'enseignement supérieur en Haute-Volta (devenue Burkina Faso en 1984). En son sein, il y avait le Centre de préparation aux enseignements secondaires (CPES) dont la vocation était d'assurer la formation de professeurs du premier cycle de l'enseignement secondaire.

En 1969, l'évolution progressive du CPES, première structure universitaire, va aboutir à la création du Centre d'enseignement supérieur de Ouagadougou (CESUP), regroupant alors toutes les structures d'enseignement supérieur et de recherche du pays, à savoir : le Collège littéraire universitaire (CLU) ; l'Institut universitaire pédagogique (IUP) ; l'Institut universitaire de technologie (IUT) ; le Centre voltaïque de la recherche scientifique (CVRS) ; le Centre de documentation et de perfectionnement pédagogique (CDPP). Le CVRS a été retiré du CESUP en 1972 et sera à la base de la naissance du CNRST en 1978.

En 1974, le CESUP est transformé en université et prend la dénomination d'"Université de Ouagadougou".

En 1985, l'UO connaît une première restructuration dans le sens de la multiplication des instituts et des écoles : IUT, Institut des sciences humaines et sociales (INSHUS), Institut supérieur des lettres, des langues et des arts (INSULLA), Institut de mathématique et de physique (IMP), Institut national de chimie (INC), Institut des sciences naturelles (ISN), Institut du développement rural (IDR), Institut des sciences de l'éducation (INSE), Institut national de formation et des études cinématographiques (INAFEC), Ecole supérieure de droit (ESD), Ecole supérieure des sciences de la santé (ESSSA), Ecole supérieure des sciences économiques (ESSEC), Ecole supérieure d'informatique (ESI).

---

<sup>3</sup>Le CNRST a pour missions : d'assurer la coordination et le contrôle de l'ensemble des activités et des structures nationales ou étrangères opérant sur le territoire burkinabè en matière de recherche scientifique et technologique ; de contribuer à définir, à élaborer et à mettre en œuvre la politique nationale en matière de recherche scientifique et technologique ; d'élaborer et exécuter des programmes de recherche scientifique et technologique ; de promouvoir une recherche orientée vers la résolution des contraintes du développement, et d'encourager la coopération entre la recherche et les services de développement ; d'assurer la diffusion de l'information scientifique et technique ; de participer à la formation des cadres ; de valoriser les résultats de la recherche et de promouvoir leur utilisation par les populations.

En 1991, elle se restructure une deuxième fois en regroupant la majorité de ses instituts et écoles en facultés : Faculté des langues, des lettres, des arts, des sciences humaines et sociales (FLASHS), Faculté des sciences et techniques (FAST), Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG), Faculté des sciences de la santé (FSS), Faculté de droit et de sciences politiques (FDSP).

En 1995-1996, à partir de la rentrée universitaire, en vue d'accroître l'utilité et les performances de l'Université et de l'adapter aux réalités nationales, l'UO amorce une décentralisation de ses structures en trois campus : le campus de Ouagadougou comprenant les cinq facultés ci-dessus citées ; le campus de Bobo-Dioulasso composé de l'IUT, de l'IDR et de l'ESI, formant le Centre universitaire polytechnique de Bobo-Dioulasso ; et le campus de Koudougou avec l'Ecole normale supérieure de Koudougou (ENSK) qui a pour vocation la formation des professeurs, des conseillers pédagogiques et des inspecteurs de l'enseignement primaire et secondaire. L'ensemble de ces trois campus était placé sous l'autorité d'un seul recteur jusqu'en 1997.

En 2000, suite à l'invalidation de l'année universitaire 1999-2000, consécutive à une longue crise (grève des étudiants), l'UO connaît une refondation qui l'organise principalement en UFR, la voit adopter le système d'enseignement modulaire, puis ériger en établissement public de l'Etat à caractère scientifique et technique (EPSCT). Elle regroupait alors précisément sept UFR et un institut : les UFR en langues, arts et communication (UFR/LAC), en sciences de la santé (UFR/SDS), en sciences exactes et appliquées (UFR/SEA), en sciences économiques et de gestion (UFR/SEG), en sciences humaines (UFR/SH), en sciences juridiques et politiques (UFR/SJP), en sciences de la vie et de la terre (UFR/SVT) et l'Institut burkinabè des arts et métiers (IBAM).

A ces UFR et institut, il faut ajouter aujourd'hui deux autres instituts : l'Institut supérieur des sciences de la population (ISSP) et l'Institut panafricain d'étude et de recherche sur les médias, l'information et la communication (IPERMIC) créés respectivement en 2005 et 2006. Entre-temps, l'UO a abrité l'Institut des sciences (IDS), créé en 2003, pour la promotion de la formation et de la recherche en sciences de l'éducation. L'IDS a été détaché depuis 2007 pour être érigé également en EPSCT.

2007 voit surtout la naissance de l'Université Ouaga II avec le transfert théorique en son sein, depuis la rentrée universitaire 2007-2008, des UFR/SEG et SJP. Ces UFR fonctionnent toujours au sein de l'UO, en 2008-2009, en attendant que l'Université Ouaga II ne dispose de son site propre.

Enfin, l'UO comprend, au sein des UFR, des centres ou autres structures similaires de recherche, ainsi qu'une cinquantaine de laboratoires. Au titre des centres, on note, au sein de l'UFR/LAC, le Centre burkinabè d'études interculturelles (CBEIC), le Centre de recherche en études africaines, anglophones et de la diaspora (CREAD), le Centre d'expertise et de recherche africain sur les médias et la communication (CERAM), le Centre d'information, d'études et de recherche en lettres (CIERL) et le Centre de langues de l'Université de Ouagadougou (CLUO) ; le Centre de recherche et d'études politiques et juridiques (CREPJ) à l'UFR/SJP ; le Centre d'études pour la promotion, l'aménagement et la protection de l'environnement (CEPAPE) et le Centre de recherche en sciences biologiques, alimentaires et nutritionnelles (CRSBAN) à l'UFR/SVT ; le Centre d'études, de documentation et de recherches économiques et sociales (CEDRES) à l'UFR/SEG ; et l'Institut de génie de l'environnement et du développement durable (IGEDD) à l'UFR/SEA.

### 3. Organisation de la recherche à l'UO

L'organisation de la recherche à l'UO est un sous-ensemble de l'organisation générale de l'UO, telle qu'elle est spécifiée par les différents textes juridiques et réglementaires la concernant. C'est pourquoi Il convient de passer en revue l'organisation générale à partir de laquelle peuvent être isolées les structures intervenant dans la recherche.

#### 3.1 Organisation générale de l'UO

En tant qu'EPSCT, et en vertu de la loi portant création de la catégorie d'EPSCT, l'UO a pour mission la diffusion des connaissances et des résultats de recherche et le développement de la culture. Elle est censée participer, au sein de la communauté scientifique et culturelle nationale et internationale, aux débats d'idées, au progrès de la recherche et à la rencontre des cultures.

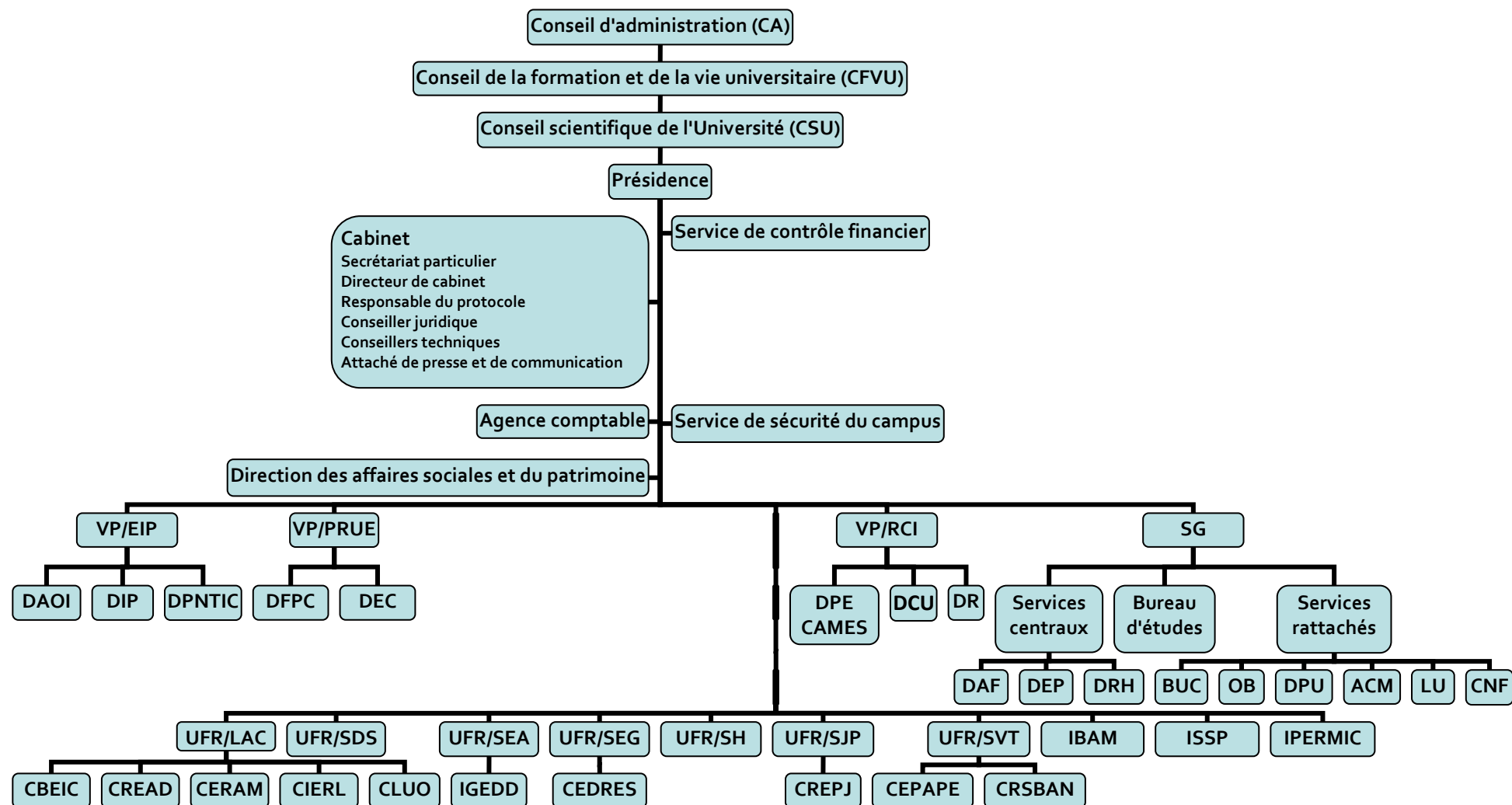
Au regard de ses *Statuts*, les pouvoirs de tutelle de l'UO sont exercés conjointement par le ministre chargé de l'enseignement supérieur et le ministre chargé des finances qui veille à ce que l'activité de l'UO s'inscrive dans le cadre de la politique financière du gouvernement... Ses objectifs sont, en plus de l'enseignement et de la formation, la recherche scientifique et la vulgarisation des travaux de recherche. De plus, il est souligné que l'activité de l'UO doit s'inscrire dans le cadre de la politique nationale en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique définie par le gouvernement.

Les structures administratives et techniques de l'UO, comme le montre l'organigramme de l'UO (cf. Figure page suivante), sont constituées du Conseil d'administration (CA), du Conseil de la formation et de la vie universitaire (CFVU), du Conseil scientifique de l'Université (CSU), de la Présidence, du Secrétariat général (SG) et des établissements d'enseignement et de recherche.

Le CA assure la haute responsabilité de l'administration de l'université. Il délibère sur les questions touchant au fonctionnement et à la gestion. Il se réunit au moins deux fois par an et comprend 18 membres : 7 représentants de l'Etat dont le Président de l'Université, le Directeur du Centre régional des œuvres universitaires (CROU) et le Délégué général du CNRST ; 3 représentants des professeurs ; 2 représentants des étudiants ; 2 représentants des personnels administratif, technique, ouvrier et de soutien (ATOS) ; 2 représentants des syndicats des enseignants ; 2 personnalités extérieures à l'Université. Le Secrétaire général de l'Université assure le secrétariat du CA. Il a voix consultative.

Le CFVU se réunit au moins une fois par trimestre et délibère sur la définition de l'orientation générale et la vie de l'Université. Il est composé du Président de l'Université (Président) ; du Vice-président chargé des enseignements et des innovations pédagogiques (VP/EIP, premier Vice-président) ; du Vice-président chargé de la recherche et de la coopération internationale (VP/RCI, deuxième Vice-président) ; du Vice-président chargé de la professionnalisation et des relations universités – entreprises (VP/PRUE, troisième Vice-président) ; du Secrétaire général (Rapporteur) ; des directeurs des UFR, instituts et écoles autonomes ; d'1 représentant du ministère chargé de l'enseignement supérieur ; d'1 enseignant par UFR, instituts et écoles autonomes ; d'1 étudiant par UFR, instituts et écoles autonomes ; de 3 ATOS ; d'1 représentant des opérateurs économiques ; d'1 représentant de l'Agence nationale pour l'emploi ; d'1 représentant de l'Union nationale des parents d'élèves et d'étudiants du secondaire et du supérieur du Burkina. Sont également membres du CFVU, avec voix consultative, les directeurs adjoints des UFR, instituts et assimilés ; les chefs de section des UFR ; les directeurs des services centraux et rattachés n'ayant pas voix délibérative ; 1 représentant du CNRST ; 1 représentant du CROU.

Figure : Organigramme de l'UO



Source : Construit à partir de MESSRS, UO (2000), UO (2006), de l'Arrêté n° 2006-009/MESSRS/SG/UO/P et des entretiens réalisés.

Légende : Voir Liste des sigles abrégés (page 4).

Le CSU est une structure à caractère purement académique qui propose au CFVU des politiques de recherche, de documentation scientifique et technique ainsi que la répartition des moyens de recherche. Il est consulté sur les programmes de formations initiale et continue ; la qualification à donner aux emplois d'enseignants-chercheurs ou de chercheurs contractuels ; les programmes et contrats de recherche proposés par les composantes de l'Université ; les demandes d'habilitation à délivrer des diplômes nationaux ; les projets de création ou de modification des diplômes d'établissement. Il se réunit au moins trois fois par an.

Le CSU comprend le Président de l'Université (Président) ; le VP/EIP (premier Vice-président) ; le VP/RCI (deuxième Vice-président, assurant le secrétariat) ; le VP/PRUE (troisième Vice-président) ; les directeurs des UFR, instituts et écoles ; 1 représentant du CNRST ; 1 représentant d'un organisme non burkinabè de recherche associé aux activités de l'UO ; 1 enseignant de rang A par établissement.

En-dessous de ces structures, l'UO fonctionne sous la coordination générale de la Présidence, assistée d'une administration financière (service du contrôle financier, agence comptable), d'une direction des affaires sociales et du patrimoine, de trois vice-présidents pour des domaines académiques ou techniques spécifiques, d'un SG pour des aspects administratifs, techniques et financiers.

Enfin, les activités substantives de l'UO sont réalisées dans le cadre de ses établissements d'enseignement et de recherche que sont les UFR et instituts qui abritent les centres de recherche et les laboratoires (voir point 2.2). Chaque établissement est dirigé par un directeur assisté d'un adjoint, tous élus par le collège électoral de l'établissement et nommés par un arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Telle qu'elle, l'organisation générale de l'UO est, somme toute, bien définie et appropriée à une réduction des coûts de gestion administrative et à une affectation efficiente de ses ressources. Son organigramme laisse voir une hiérarchie (structure de direction) en forme U (forme unitaire) où les activités sont réparties de façon fonctionnelle, ce qui a l'avantage d'augmenter l'efficacité par la spécialisation du travail au sein des différentes composantes.

### *3.2 Structures ayant un lien avec la recherche*

Au regard de l'organisation générale de l'UO, l'on voit que l'organisation de la recherche à l'UO part du niveau central avec le VP/RCI, la Direction de la recherche (DR) et, dans une certaine mesure, la Direction des presses universitaires (DPU) et la Direction des études et de la planification (DEP) qui sont les structures ayant un lien avec la recherche.

Le VP/RCI est ainsi officiellement l'animateur de la vie interne de l'Université au plan de la recherche, de la vulgarisation des résultats de la recherche et de la coopération interuniversitaire, bilatérale, multilatérale et de la promotion des enseignants. A ce titre, il organise, coordonne et contrôle les activités de recherche et de vulgarisation des établissements d'enseignement et de recherche de l'Université...

La DR est responsable de l'animation de la recherche et de la vulgarisation des résultats de la recherche, responsable du suivi des activités de recherche des enseignants-chercheurs, et responsable du soutien à la recherche.

La DPU est chargée de la publication des résultats des travaux de recherche, et la DEP, de la centralisation de l'ensemble des données relatives à tous les projets en cours de réalisation ou à réaliser ; du suivi et du contrôle des projets de l'Université ; de la conduite des études nécessaires à la dynamique de l'Université ; de la collecte et du traitement des données statistiques. La DEP est donc normalement concernée par les projets de recherche.

En dehors des textes portant organisation de l'enseignement supérieur au Burkina Faso, de ceux structurant l'UO (décret du 20 octobre 2008, *Statuts et Règlement intérieur de l'UO*) et de ceux relatifs à l'organisation et au fonctionnement des UFR et instituts (arrêté du 27 décembre 2000), il n'existe pas de texte spécifique régissant l'organisation et le fonctionnement des différentes structures de recherche.

Ce vide sera comblé bientôt (fin 2009) avec l'adoption souhaitée de textes spécifiques à la recherche : décret portant mise en place de la réforme licence, master, doctorat (LMD) ; arrêté portant sur les études doctorales et conditions de création d'écoles doctorales ; arrêté portant conditions de création de laboratoires de recherche et d'équipes de recherche ; arrêté portant missions, organisation et fonctionnement des laboratoires et des équipes de recherche créés au sein de l'UO. En effet, des travaux sont en cours de finalisation à l'UO autour d'un projet d'établissement proposé par la Présidence comprenant trois axes stratégiques : promouvoir la réussite des étudiants et l'ouverture vers le monde socioéconomique ; faire de l'UO un pôle de recherche cohérent et visible ; améliorer la nouvelle gouvernance. Il s'agit de mettre au cœur du dispositif de recherche, les écoles doctorales et de corriger cette anomalie qui fait de l'UO une des rares universités de la sous-région à ne pas en avoir.

En attendant, et en l'état actuel des choses, les UFR, instituts, centres et laboratoires de l'UO sont normalement d'abord régis par le décret portant organisation de l'enseignement supérieur (20 octobre 2008) qui différencie les UFR, instituts et écoles devant être créés par décrets, des départements, laboratoires et centres de recherche devant être créés par arrêtés. Ensuite, ils se conforment à l'arrêté portant création, organisation et fonctionnement des UFR et d'Institut à l'UO (27 décembre 2000) qui indique : "Peuvent être rattachés à l'UFR les laboratoires, les centres spécialisés, les écoles ou instituts et les équipes de recherche relevant de son domaine de compétence" (article 2). Il attribue également à l'UFR, une mission de "recherche scientifique et technologique ainsi que la valorisation des résultats" (article 3).

### *3.3 Forces et faiblesses de l'organisation de la recherche à l'UO*

Les réformes envisagées concernant l'organisation de la recherche à l'UO qui viennent d'être évoquées, indiquent que l'organisation actuelle de la recherche n'est pas satisfaisante, aux yeux mêmes des plus hautes autorités de l'Université. Ce que confirment les différents acteurs interrogés sur la question. Ils estiment, pour la plupart, qu'il n'y a pas de véritable structuration d'appui à la recherche au niveau central. Pour eux, la recherche est totalement inorganisée à l'UO et serait le "maillon faible du système". La création récente d'une DR (fin 2007) serait la preuve de cette faiblesse structurelle.

En d'autres termes, l'on peut dire que théoriquement, la recherche est structurée l'UO, mais dans les faits, elle ne le serait pas. Les enseignants-chercheurs ne s'accommoderaient pas de la discipline qui consiste à travailler ensemble. Ils préféreraient travailler de manière isolée. Il semble que le découpage en UFR soit satisfaisant à la différence de celui en laboratoires, plus critiqué, car certains chercheurs ne s'y retrouvent pas. Si l'UFR, considérée globalement, fonctionne, il n'en est

pas de même des départements, laboratoires ou centres qui ne marchent que par intermittence.

Le sentiment est qu'il y a trop de laboratoires dans un contexte où il faudrait que les chercheurs apprennent à se regrouper, pour plus d'efficacité ; les thèmes pouvant être traités de manière pluridisciplinaire et transversale. De plus, le nombre élevé de laboratoires va avec l'existence de trop de cloisons : on ne sait pas ce que font les autres. On voit juste les thèses de doctorat qui se soutiennent, mais sans plus. Or, l'émiettement et le cloisonnement des structures de recherche détérioreraient les relations entre chercheurs (susceptibilité intellectuelle, subjectivisme, compétitions malsaines, clivages...).

Les activités de recherche sont conduites de façon isolée par chaque laboratoire et la collaboration n'est pas très développée entre les laboratoires (y compris au sein d'un même département ou d'une même UFR) pour une utilisation rationnelle, optimisée des ressources humaines, financières et matérielles. Les raisons probables d'une telle situation seraient liées à l'historique dans le montage de ces différents laboratoires et acquisitions d'équipements, opérés de manière individuelle par les enseignants-chercheurs avec peu ou pas de contribution de l'Université et de l'Etat.

Il y aurait tout de même une différence à faire, concernant l'organisation de la recherche, entre les UFR de sciences exactes (SEA, SVT, SDS) et celles de sciences humaines et sociales (SEG, SJP, SH, LAC). D'un côté, le besoin de laboratoires est crucial ; de l'autre, le rôle des centres de recherche ou d'activités comme les colloques et séminaires est plus déterminant. Autrement dit, le nombre élevé de laboratoires concerne plus les UFR de sciences exactes que celles de sciences humaines et sociales où la tenue régulière d'activités de recherche (séminaires, colloques...) pourrait contribuer beaucoup plus au bon fonctionnement de la recherche.

Au sujet de la valorisation de la recherche, la structure officielle y dédiée à l'UO, théoriquement, est la DR (voir ses attributions au point 3.2), du moins en ce qui concerne la vulgarisation des résultats de la recherche. Dans ce sens, sont publiées chaque année par les Presses universitaires de Ouagadougou (PUO) qui relèvent de la DPU, une revue scientifique (revue avec comité de lecture) : les *Annales de l'Université de Ouagadougou*. Elles comprennent quatre séries : A (lettres et sciences humaines), B (sciences juridiques, économiques et de gestion), D : sciences de la vie et de la terre, C : sciences de la santé. Elles permettent, avec les autres revues publiées par les structures de l'UO (*Cahiers du CERLESHS*, *Revue CEDRES Etudes*, *Burkina MEDICAP*, *Cahier philosophique d'Afrique*), aux enseignants-chercheurs de publier les résultats de leurs recherches selon les critères du CAMES. Aussi, l'on peut dire que la forme de valorisation la plus répandue est la publication scientifique qui permet aux enseignants de gravir les grades de l'enseignement supérieur par le biais du CAMES.

A côté de ce dispositif de valorisation de la recherche au sein de l'UO, existe un dispositif national de valorisation de la recherche basé sur deux structures du CNRST : l'Agence nationale de valorisation des résultats de la recherche (ANVAR) et le Forum national de la recherche scientifique et des innovations technologiques (FRSIT). L'ANVAR, créée il y a une dizaine d'années, est la structure chargée de la coordination de toutes les initiatives d'envergure nationale de valorisation des résultats de recherche/innovation. Malheureusement, il semble qu'elle ne remplit pas pleinement sa fonction par manque de ressources et d'initiatives. Quant au FRSIT, institutionnalisé en 1995, c'est un véritable forum pour la diffusion des résultats de recherche/innovation. Il se tient tous les deux ans et est organisé par le MESSRS et le Ministère du commerce, de la promotion de l'entreprise et de l'artisanat. Malheureusement, là aussi, alors que

la valorisation des résultats de recherche aurait pu être également assurée à travers la participation des enseignants-chercheurs au FRSIT, il est constaté, après huit éditions, le peu d'intérêt qu'ils lui accordent.

Une caractéristique générale de l'organisation de la recherche à l'UO est que l'activité de recherche est essentiellement le fait d'initiatives personnelles des enseignants-chercheurs qui, par le biais de projets financés par divers partenaires, arrivent à créer des laboratoires, faire fonctionner les centres, publier des revues, etc. Leur renommée, les chercheurs de l'UO l'auraient bâtie ainsi par leurs propres efforts, initiatives et sacrifices. Ce système resterait viable tant que ces chercheurs seront toujours entreprenants et tant qu'une relève serait préparée. Ce qui ne serait pas le cas, car les jeunes ne seraient pas très sensibles à la science. Qui plus est, ils entreprennent des études de troisième cycle pour des motivations de promotion personnelle.

Cette caractéristique générale explique peut être le fait que les centres et laboratoires travaillent isolément, sans véritable lien avec la direction de l'UFR. Le fait est que la direction de l'UFR n'a quasiment pas de rôle dans la recherche ou alors un rôle très minime : elle s'occupe beaucoup plus des premier et deuxième cycles, gère les questions académiques, d'effectifs pléthoriques, d'années perturbées et de manque d'enseignants permanents.

En outre, la fonctionnalité et la viabilité de la structure organisationnelle de la recherche à l'UO est fortement réduite par l'insuffisance d'infrastructures (locaux, bureaux), de matériels (équipements, réactifs dans les laboratoires...) et de professeurs pour encadrer les thésards. Il en résulte le faible dynamisme des laboratoires et la recherche de solutions alternatives, en dehors de l'Université, pour pouvoir mener à bien ses travaux (cas par exemple des étudiants thésards).

Au total, comme forces de l'organisation de la recherche à l'UO, l'on peut noter l'existence de structures dédiées à la recherche (VP/RCI, DR, UFR) et à la valorisation des résultats de la recherche (DR, DPU, ANVAR, FRSIT), bien qu'elles ne fonctionnent pas de façon optimale parce que probablement handicapées par l'absence de textes spécifiques à l'organisation de la recherche. La grande capacité d'initiative des enseignants-chercheurs à trouver eux-mêmes les moyens de réaliser leurs travaux de recherche est également une force qu'il faut souligner. Comme faiblesses, on peut mentionner l'absence de textes organisant la recherche, l'émiettement des laboratoires, l'absence de collaboration entre enseignants-chercheurs et laboratoires, l'insuffisance d'infrastructures et de matériels.

#### **4. Pilotage institutionnel de la recherche à l'UO**

Autant il est apparu qu'il existe une structuration de la recherche à l'UO (au moins au niveau central), le pilotage institutionnel de la recherche y est handicapé par l'absence d'une politique de recherche propre et d'un système national de financement.

##### *4.1 Politique de recherche*

De l'analyse du contexte et de l'organisation de la recherche, l'on se rend compte qu'il n'existe pas de politique de recherche universitaire. Cela d'autant que ce qui peut être considéré comme référentiel en la matière au niveau national, le *Plan stratégique de la recherche scientifique* (1995), semble dépassé, étant défini pour couvrir la période 1995-2000. De même, le statut d'EPSCT ainsi que les textes fondamentaux de l'UO ne sont pas suffisants en eux-mêmes pour servir d'orientation de la recherche à l'UO, bien qu'ils l'astreignent à mener des activités de recherche.



S'il est vrai que ses *Statuts* soulignent que l'activité de l'UO doit s'inscrire dans le cadre de la politique nationale en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique définie par le gouvernement, et que la *Lettre de politique éducative* (2008) fasse du développement de la recherche scientifique l'un des principaux objectifs de l'enseignement supérieur, comment cela pourrait-il être effectif si la politique nationale de recherche scientifique n'existe pas ou bien si le plan stratégique de la recherche n'est pas actualisé ?

Du reste, comme on l'a vu, le *Plan sectoriel de l'éducation du Burkina Faso* (2008), indique qu'une politique cohérente de recherche sera élaborée et financée aussi bien par le public que le privé, tout en annonçant d'ores et déjà l'option pour une diminution progressive du financement étatique des dépenses courantes de la recherche.

L'UO dispose d'un *Plan stratégique quinquennal de développement institutionnel de l'UO 2005-2009* d'un coût estimé à 4 432 000 000 FCFA. S'y trouve défini un plan d'action stratégique d'ouverture des institutions universitaires et de recherche scientifique par la mise en œuvre d'une politique de coopération dynamique basée sur la conduite des projets de recherche fondamentale et appliquée.

Ses objectifs sont de permettre l'amélioration du contenu des enseignements ; d'assurer la préparation de la relève à travers l'ouverture des formations doctorales ; de donner des réponses appropriées aux problèmes quotidiennement vécus par les populations par la conduite d'une recherche utilitaire ; d'aider l'Afrique à combler son retard technologique par rapport au reste du monde ; de développer la pensée et la culture africaines. Les centres de recherches sont censés appuyer ce plan par leurs activités.

Comme activités, le plan prévoit l'agrandissement du CEDRES ; la construction du siège du CEPAPE ; la réalisation d'un laboratoire de recherche ; la construction et l'équipement d'un conservatoire d'archéologie ; l'ouverture d'un centre ouest-africain de formation en archéologie ; l'ouverture d'un troisième cycle en sociologie et en philosophie ; l'ouverture d'un DESS en population et santé en Afrique sub-saharienne et en sciences biologiques ; l'ouverture d'un doctorat en géologie ; la création et le fonctionnement d'une école doctorale régionale de biotechnologie.

Ne disposant pas de bilan officiel de ce plan qui est en principe dans sa dernière année de mise en œuvre, l'on ne peut attester si telle ou telle activité a été réalisée ou pas. Cependant, si l'on en juge à partir des entretiens réalisés, l'impression est que les acteurs de la recherche au niveau des structures de recherche (UFR, centres, laboratoires) n'ont pas connaissance d'un tel plan. Ils n'y font pas référence et estiment quasiment tous qu'il n'existe pas de politique de recherche à l'UO. Cette appréciation n'est pas loin d'être partagée également par le niveau central, lui qui a initié un projet d'établissement en cours de finalisation qui consacrera l'application de la réforme LMD par l'organisation dorénavant des études en cycles terminaux (licence, master, doctorat) et de la recherche en écoles doctorales.

Peut-être faut-il considérer que les éléments suivants n'ont pas permis sa complète mise en œuvre : caractère aléatoire du mode de financement du plan (projets financés par la coopération internationale) ; "instabilité institutionnelle" liée aux trois changements de Président de l'UO sur la période couverte par le plan (quatre en six ans, de 2003 à nos jours) ; absence de pilotage de la recherche ; émiettement des acteurs de base de la recherche.

A propos de la réforme LMD, le sentiment général est qu'elle peut permettre aux chercheurs d'être dans un environnement compétitif et d'avoir des collaborations plus fluides avec les homologues à l'étranger. Elle peut amener une plus grande mobilité des étudiants et professeurs au sein de l'Université, un rapprochement des disciplines (relations interdisciplinaires) et, ce faisant, avoir des effets positifs sur la recherche (facteurs favorables à une meilleure collaboration entre professeurs). Pour d'autres, cependant, la réforme LMD demanderait plus de moyens, plus de capacités d'adaptation et d'organisation, d'où leur scepticisme sur son efficacité à faire évoluer positivement les choses en matière de pilotage de la recherche.

Dans une telle situation d'absence d'orientation explicite de la recherche à l'UO, en guise de mécanisme d'évaluation externe de la recherche, il n'y a en vérité que le système du CAMES comme indicateur de performances des enseignants-chercheurs. Aussi, les avancements au CAMES peuvent-ils être considérés comme des incitations scientifiques.

L'absence de politique de recherche propre à l'UO peut être également à la base de la défaillance relative de ses organes de gouvernance, notamment du CSU, à piloter véritablement la recherche. Comme on l'a vu, le CA, le CFVU et le CSU peuvent être considérés comme des instances de pilotage de la recherche. Selon les différents acteurs rencontrés, ils fonctionnent régulièrement, de façon légitime et transparente, mais tant que leurs décisions pourront être prises en otage par les acteurs de la communauté universitaire (étudiants, personnel enseignant et autres), ils auront une importance relative, d'autant plus que les solutions sont toujours attendues du côté des autorités politiques, de l'Etat. En d'autres termes, il y a plus un problème de non application des règles qui sont édictées.

Par ailleurs, le CA par exemple, n'œuvrerait pas à faire en sorte qu'il y ait des inscriptions budgétaires au profit de la recherche (ce qui relève effectivement de ses attributions). En outre, aussi bien le CSU que les conseils scientifiques des UFR ne traitent que des questions de création de filières, de laboratoires, de validation de formations, d'autorisation de soutenances de thèses. Ils ne joueraient pas de rôle véritable dans le pilotage de la recherche. Alors qu'en ce qui concerne particulièrement le CSU, les *Statuts de l'UO* stipulent clairement qu'il propose au CFVU des politiques de recherche, de documentation scientifique et technique ainsi que la répartition des moyens de recherche, et qu'il est consulté sur les programmes et contrats de recherche proposés par les composantes de l'Université. Il y a donc ici une tâche qui n'est pas accomplie par le CSU.

Conséquence probable également de l'absence de politique de recherche à l'UO, les centres de recherche apparaissent comme des superstructures par rapport aux directions des UFR qui ne seraient pas suffisamment soutenues par la Présidence dans leurs prises de décisions. De même, la liaison entre les instances de pilotage et les UFR n'est pas substantielle, alors que ces instances devraient pouvoir se prononcer sur les activités des UFR. La recherche ne serait pas vraiment pilotée à partir du niveau central (il n'y aurait pas de connexion fonctionnelle avec les structures de recherche), alors qu'il n'y a plus de responsable à la recherche au niveau des UFR (auparavant, il existait des vice-doyens à la recherche). L'impression est que la recherche universitaire est fortement influencée par les priorités thématiques des bailleurs de fonds et que la recherche en général relèverait plus du CNRST que de l'Université.

Au total, en matière de recherche, tout serait libre : on trouve son thème, on mène ses travaux dans les directions désirées, on peut même changer radicalement de domaine de recherche (reconversion bien entendue dans les limites des possibilités admises par le CAMES). Or, pour améliorer les instruments de pilotage et leur fonctionnement, l'Etat pourrait influencer

positivement la recherche, moyennant financement impliquant réorganisation et regroupement des laboratoires, des équipements..., mutualisation des moyens. Ce serait également un excellent moyen de promouvoir des thèmes de recherche fédérateurs (environnement, pauvreté) engageant des chercheurs de différents profils dans des équipes de travail. Il faudrait que les chercheurs arrivent à former des équipes associées. Déjà, les partenaires extérieurs (comme les Belges) exigent que les chercheurs travaillent plus ensemble.

Finalement, c'est le cadre d'orientation de la recherche, que ce soit au niveau ministériel ou de l'UO, qui va permettre de piloter efficacement la recherche, qui va influencer sa gouvernance et qui va déterminer son financement.

#### 4.2 Financement

Le budget de l'UO n'a aucune ligne consacrée à la recherche proprement dite. L'UO dans son projet de budget prévoirait annuellement un fonds d'appui à la recherche de 100 millions de francs CFA, mais il n'est jamais retenu dans le budget adopté car les dotations budgétaires de l'UO ne sont jamais à la hauteur de ses besoins urgents de fonctionnement.

Au niveau national, il n'existerait véritablement pas de mécanisme de financement de la recherche sur fonds publics. L'on pourrait citer le Fonds national pour l'éducation et la recherche (FONER), mais il apparaît un fonds sans budget consacré à la recherche, focalisé qu'il est sur les aides et prêts aux étudiants.

Néanmoins, primes de recherche, voyages d'études (voir Tableau 1), soutiens financiers à la DPU, bourses et prêts FONER de troisième cycle peuvent être cités comme faisant partie du financement étatique de la recherche universitaire.

*Tableau 1 : Primes de recherche et des voyages d'études à l'UO de 2005 à 2008*

Année	Prime de recherche (prévisions*) en FCFA	Voyages d'études (prévisions*) en FCFA
2005	127 900 000	50 000 000
2006	152 800 000	25 000 000
2007	146 800 000	24 000 000
2008	339 100 000	90 000 000

\*Les prévisions sont globalement exécutées en ce qui concerne les primes de recherche. Pour les voyages d'études, elles sont souvent exécutées à moins de 50 %.

Source : Entretien avec le DAF.

A l'UO, il existe effectivement une prime de recherche annuelle versée aux enseignants-chercheurs sur présentation d'un rapport d'activités. On peut la considérer comme une récompense d'efforts fournis au cours de l'année. Elle a récemment (2007 avec effet en 2008) été revue à la hausse pour se situer à 700 000 et 800 000 FCFA, respectivement pour les enseignants de rang B (assistants et maîtres-assistants) et ceux de rang A (maîtres de conférences et professeurs titulaires). Elle était auparavant, respectivement, de 300 000 et 350 000 FCFA.

Pour les voyages d'études, 50 sont généralement financés par an au profit des enseignants-chercheurs répartis au sein des UFR. Les soutiens financiers à la DPU servent à l'équipement des PUO et au financement de la publication des *Annales de l'UO*. L'Etat alloue annuellement 1,5 à 2 millions de francs CFA pour le financement de bourses de troisième cycle (thèses de doctorat), tandis que le FONER octroie des prêts pour les étudiants de troisième par un système de

compétition.

Dans un autre registre, les frais de laboratoires payés par les étudiants qui s'inscrivent en thèse de doctorat peuvent être considérés comme des ressources pour le financement de la recherche. Ils sont reversés directement aux laboratoires et sont de 300 000 FCFA par an pour les UFR/LAC, SH, SEG et SJP et de 500 000 FCFA par an pour les UFR/SDS, SEA et SVT.

Dans cette situation d'absence de budget véritable pour la recherche, financé par l'Etat, apparaissent de nombreux partenaires financiers par le biais de projets initiés dans le cadre de consultations individuelles ou de conventions de coopération plus larges signées avec l'Etat ou l'Université et tenant compte des besoins de l'UO (voir Tableau 2).

*Tableau 2 : Principales coopérations à l'UO*

	Dénomination du projet ou programme	Dénomination du partenaire financier	Domaines de coopération et/ou structures bénéficiaires	Années de coopération et montants accordés
1	<i>Medefinanciering Hoger Onderwijs</i> (MHO)	Pays-Bas	Filières littéraires, traduction, management universitaire, environnement (CEPAPE), nutrition et technologie alimentaire.	
2	Conseil interuniversitaire des universités francophones de Belgique / Commission universitaire au développement (CIUF/CUD)	Belgique	Diverses activités de formation et de recherche. Thème de "l'amélioration de la contribution de l'UO au développement du pays" (relève académique, recherche plus visible et mieux adaptée, pédagogie, services communs, communication et insertion socioprofessionnelle.	1997-2002, 2003-2007 et 2008-2012 = environ 400 000 euros par an
3	Projet d'appui à l'enseignement supérieur (PAESup) remplacé par Renforcement de l'enseignement supérieur et de l'action universitaire (RESEAU) en 2007	France	Appui aux filières professionnelles, formation des cadres du système universitaire, fonctionnement de l'université. Campus de Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Koudougou : TIC, formation, relève académique dans les filières prioritaires, partenariat.	Budget total PAESup = 1,5 milliards de FCFA. RESEAU = 2 millions d'euros.
4	ENRECA	Danemark	Géographie, botanique.	
5		CRDI, ACDI / Canada		
6		ISP, IPICS, SIDA / Suède		
7		Chine		
8		Italie		
9		Fondation Bill Gate		
10		Banque mondiale		
11		Union européenne		
12		AUF		

Source : MESSRS, CRDI, UO (2008).

Les deux plus grandes conventions actuelles en cours à l'UO, gérées par l'agence comptable, et qui touchent également la recherche, sont les coopérations française et suédoise (relève académique, centre de ressources informatiques...). On note, au titre de la coopération française, les bourses attribuées aux enseignants-chercheurs (préparation de la relève académique) qui s'élèvent à environ 70 000 000 FCFA en 2008 et 2009.

Dans le cadre du plan quinquennal 2008-2012 du programme de Coopération universitaire institutionnelle (CUI) / Commission universitaire pour le développement (CUD) (coopération belge), treize activités sont en cours à l'UO. Elles visent à améliorer la contribution de l'UO au développement du pays et à développer à l'UO un enseignement et une recherche de qualité, en phase avec les besoins locaux. Une activité porte sur l'appui à la gestion de la recherche (identification des thématiques, valorisation, recherche de fonds) pour un coût total en 2008 de 19 173 700 FCFA.

De l'entretien réalisé avec l'agent comptable, on se rend compte que l'agence comptable ne dispose pas de données complètes sur le financement des autres projets initiés par les enseignants-chercheurs, laboratoires ou centres. Elle n'établit que des comptes où sont recensées les entrées et sorties de fonds. Elle n'a pas d'informations sur les conventions signées, les financements obtenus, les activités à mener, la durée du projet, etc. Il existe donc une relative grande autonomie à l'UO en matière d'élaboration et d'exécution de projets de recherche.

#### *4.3 Forces institutionnelles de la recherche à l'UO*

Au titre des forces, relevées par l'état des lieux de la valorisation de la recherche à l'UO (MESSRS, CRDI, UO, 2008), la réalisation d'activités de recherche de bon niveau dans un environnement difficile est un mérite qu'il faut reconnaître à l'UO : thématiques de recherche variées, publications scientifiques, thèses de doctorat...

Comme autres forces, ledit état des lieux note en plus l'existence d'un plan stratégique 2005-2009 de l'UO, d'une VP/RCI, d'une DR, de plus de 400 enseignants-chercheurs (autour de 460 en fait), de plus d'une centaine d'étudiants en thèse de doctorat (154 en 2008, sans compter les étudiants en sixième année de médecine au moins) et de centres et laboratoires de recherche fonctionnels menant des activités de qualité, conduisant de nombreux projets, nouant des relations de coopération internationales

De même, l'augmentation de la prime de recherche est vue comme un point positif au même titre que les brillants résultats des enseignants-chercheurs de l'UO aux sessions annuelles du CAMES.

Le personnel de recherche de l'UO y est estimé hautement qualifié. Il constitue une expertise disponible assez sollicitée pour ses compétences scientifiques mais également administratives.

En parcourant les thématiques recensées et rapportées par UFR, le document constate leurs pertinences, car les chercheurs de l'université s'intéressent aux thématiques prioritaires pour le développement du Burkina Faso : nutrition, pauvreté, agriculture, éducation, environnement, développement durable. Il estime qu'avec les importants programmes de coopération, les thématiques sont parfois bien définies et contiennent des objectifs de développement.

Enfin, les projets apporteraient une masse financière importante qui permettrait le dynamisme de la recherche à l'UO.

Ces analyses sont tout à fait pertinentes et permettent de compléter ou d'affiner les informations collectées ainsi que les analyses faites par la présente étude.

## 5. Gestion opérationnelle de la recherche à l'UO

### 5.1 Procédures

A l'UO, la gouvernance de la recherche est fortement corrélée au type de financement : la mise en place et le fonctionnement des dispositifs de contrôle, d'audits, de suivi... des projets ou travaux de recherche sont fonction des procédures relatives aux dépenses publiques et de celles des bailleurs de fonds.

De l'avis des acteurs de la recherche, tant au niveau central que non, le personnel de gestion administrative et financière n'intégrerait pas les spécificités et réalités de l'Université pour simplifier les procédures qui demeureraient lourdes, "lentes" et "pesantes". "Les financiers dictent leur loi", répondant plus aux exigences de leur ministère d'origine (économie et finances) qu'à celles de l'Université. Il n'y aurait pas d'adéquation entre les structures administratives et financières, et les réalités académiques et pédagogiques, bien que la gestion des projets de recherche dont le financement passe par la comptabilité de l'Université s'avère assez fluide. Les procédures paraissent également trop centralisées (pas de véritable autonomie financière des UFR, elles n'ont pas de régie d'avances), ce qui produirait des effets pervers.

On peut considérer que ces impressions d'ensemble sont fondées eu égard à la double tutelle de l'UO, énoncée dans ses *Statuts* (voir supra), qui soumet l'UO aux règles de gestion financière de l'Etat, par le biais d'agents de l'administration financière relevant du ministère chargé des finances. D'où l'impression que cette administration constitue un monde à part. Impression d'autant plus renforcée que les agents incriminés expliquent appliquer les procédures conformément aux règles relatives aux dépenses publiques. Ainsi, alors que la DAF est seulement impliquée dans la gestion de la prime de recherche et des voyages d'études, la gestion des projets (de recherche) relève de l'agence comptable comme cela vient d'être expliqué au niveau du pilotage institutionnel.

Tandis que les enseignants-chercheurs aimeraient pouvoir élaborer et exécuter leurs projets de recherche sans démarches administratives lourdes, les financiers ne peuvent faire l'économie des réglementations en vigueur. Il s'en suit que pour les enseignants-chercheurs qui ne planifieraient pas correctement leurs activités et qui n'anticiperaient pas les procédures administratives et financières à accomplir, elles paraîtront toujours pesantes, contrairement à ceux qui les auront bien intégrées et qui ne les trouveront pas particulièrement lourdes. Cette observation est valable également pour les procédures d'inscription en thèse de doctorat et de demande de bourses, en ce qui concerne les thésards : selon la personnalité de chacun, on peut les trouver plus ou moins compliquées (paperasserie, longueur, critères) et coûteuses (frais de laboratoires).

En tous les cas, il y a une tendance à préférer gérer les projets de recherche en marge de l'agence comptable, tant que cela est possible. C'est dans ce sens que les projets disposent généralement de leurs propres comptes bancaires ou bien sont montés de sorte à ce que le passage par l'agence comptable soit le moins contraignant possible (comptes pour entrées et sorties de fonds).

### 5.2 Conditions de travail

L'environnement du chercheur serait précaire eu égard au caractère matérialiste de la société actuelle. Le métier serait peu attractif, de sorte que les jeunes chercheurs sont moins nombreux. Ils sont recrutés au niveau doctorat en principe, pour être assistant. Mais, de plus en plus, le

recrutement se fait au niveau du diplôme d'études approfondies (DEA), comme enseignant à temps plein, car les candidatures sont peu nombreuses. Ceci est une nouveauté qui serait révélatrice de la faible attractivité du statut d'enseignant-chercheur et des mauvaises conditions de travail.

Les chercheurs, a fortiori les jeunes chercheurs, seraient laissés à eux-mêmes. En plus de ne pas être considérés par la société (on ne voit pas leur plus-value qu'un plan de communication aurait pu contribuer à mettre en évidence), ils se "débrouilleraient" et n'auraient aucun soutien initial. Ce sont les bourses extérieures qui leur permettraient de mener leurs travaux et d'avancer dans leur carrière. On peut citer aussi les voyages d'études qui bénéficient à l'ensemble des enseignants-chercheurs. En gros, le cadre de la recherche (laboratoires, centres, bourses...) serait précaire : il demeure difficile de poursuivre des études doctorales. Le projet d'établissement futur de l'UO vise justement à régler ce type de problème (voir supra et infra).

Le coaching du jeune chercheur par son professeur serait limité par une situation de pénurie ou d'agenda chargé des professeurs et de liberté donnée au professeur d'encadrer les chercheurs de son choix. Autant on estime que c'est l'attachement caractéristique à sa terre natale de l'intellectuel burkinabè qui expliquerait que l'UO conserve encore un nombre assez appréciable de professeurs méritants<sup>4</sup>, l'on pense que les jeunes chercheurs ne faciliteraient pas toujours leur coaching : ils ne feraient rien pour être coachés et auraient un esprit de fonctionnaire (faibles capacités d'initiative). Les (jeunes) chercheurs, spécialement en sciences économiques, se disperseraient souvent dans de multiples tâches d'enseignement et de consultations qui nuisent à leurs travaux de recherche proprement dits. C'est dire que si l'environnement du chercheur n'est pas idéal, il resterait vrai que le chercheur qui le désirerait, pourrait mener correctement ses travaux de recherche. Ce serait une question de volonté, d'organisation, de discipline personnelle et de prise d'initiatives.

Sur le cas plus particulier des thésards, ils seraient laissés à eux-mêmes, obligés de prendre leurs propres initiatives. Ils ont bien une possibilité de bénéficier d'une bourse nationale d'un montant mensuel de 59 000 FCFA, mais cela paraît insuffisant pour réduire le taux élevé, semble-t-il, de défection dans l'aboutissement des études de troisième cycle (DEA et doctorat). Pour les femmes, à ces conditions matérielles difficiles, il y a ces contraintes sociales du mariage et de la maternité qui pèsent plus sur elles et qui font qu'elles sont moins enclines à poursuivre leurs études jusqu'au doctorat. Aussi, en termes de genre, il y a un constat d'insuffisance de femmes dans le système, sans doute en raison des contraintes qui viennent d'être soulignées.

Quant au management des structures de recherche, globalement, elles auraient à leur tête des chercheurs ayant de bonnes capacités managériales. Cette appréciation concerne la direction des UFR et des centres de recherche en général. Les plus hautes autorités de l'Université estiment que ce sont des leaders naturels, plutôt bons managers. Cela peut s'expliquer par leur mode de sélection : élection ou nomination par consensus. Pour prendre l'exemple d'un centre de recherche, le CEDRES peut être cité. Outre son mode de fonctionnement démocratique ayant comme support une assemblée générale des chercheurs, une bonne pratique y a été, un temps, de réunir son conseil scientifique afin qu'il instruisse les projets d'article à publier. Un conseil scientifique composé des mêmes membres qui instruisent les travaux au niveau du CAMES. Cela a facilité les publications des chercheurs burkinabè en économie et leur a permis d'avancer dans leur carrière universitaire. Cette dynamique n'existe plus avec les difficultés de fonctionnement

---

<sup>4</sup>Sur bilan de 50 ans de recherche (1958-2008) en Afrique, huit burkinabè se classeraient dans la liste des plus grands savants africains (information tirée de l'entretien avec le Président du CA de l'UO).

régulier que le CEDRES a connues : absence d'assemblées générales, défaut d'enthousiasme des chercheurs qui se retrouvent plus dans des pôles individuels, en dehors des centres.

Le CEDRES se distingue également en ayant été à la base de la création de la Conférence des institutions d'enseignement et recherche économiques et de gestion en Afrique (CIEREA), et du Programme de troisième cycle interuniversitaire (PTCI) en économie<sup>5</sup>. Les thésards en économie de l'UO tirent aujourd'hui les bénéfices de telles actions lorsque l'on constate qu'ils disposent d'un cadre adéquat de travail (salle de travail), à la différence des thésards en sciences juridiques et politiques par exemple, et que le CEDRES est abonné à *JSTOR* (sorte de bibliothèque en ligne), permettant l'accès aux revues scientifiques. Ils bénéficient également de quelques séminaires de recherche donnant l'occasion de discuter les articles en rédaction, ce qui participe du contrôle qualité interne.

Autre aspect positif pour les thésards en économie, en plus de l'existence d'un appui à la thèse de doctorat sous forme d'une formation PhD à Dakar, le nouveau PTCI (NPTCI) a mis en place un financement des études doctorales qui octroie des bourses de 150 000 FCFA par mois avec un système de codirection et un séjour dans une université du Nord (Europe).

Comme signalé plus haut, la recherche serait plus une question individuelle que collective. On chercherait parce qu'il y aurait une commande (l'environnement de la recherche serait fortement lié aux bailleurs de fonds) ou parce que l'on souhaiterait progresser dans sa carrière. Dans ce sens, le chercheur est reconnu par ses résultats aux listes d'aptitude du CAMES aux fonctions de maître-assistant, maître de conférences ou de professeur titulaire. Autrement, malgré l'existence de l'ANVAR, du FRSIT et des PUO, la recherche universitaire ne serait pas valorisée ou simplement rendue visible. Il n'existerait pas de politique dans ce sens. Qui plus est, les cas de réussite ne seraient pas encouragés et il n'y aurait pas d'incitations à proprement parlé : des laboratoires ou centres comme le CRSBAN ont beaucoup de travaux utiles qui demeureraient inconnus ; il en est de même pour des thèses de doctorat qui sont soutenues sur des thèmes pratiques qui ont été financés par des projets.

L'infrastructure physique et matérielle de la recherche à l'UO est caractérisée par une insuffisance de bureaux et de matériel informatique, surtout pour les jeunes chercheurs et thésards. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) (ordinateurs, Internet) sont une réalité, mais elles ne sont pas vraiment utilisées car il y a beaucoup de conservatisme et un manque de promptitude à les utiliser. En d'autres termes, la culture TIC ou informatique est encore faible à l'UO. Les enseignants plus âgés sont moins enthousiastes que les plus jeunes.

L'UO dispose quand même d'un serveur et d'une messagerie électronique fonctionnels depuis dix ans au moins. Certes, le débit d'Internet demeure encore faible, mais ceci constitue un acquis non négligeable. Il y a eu aussi des facilités accordées aux enseignants-chercheurs pour l'acquisition d'ordinateurs portables.

Les questions d'éthique et de déontologie de la recherche ne seraient pas explicitement réglées. Il n'y aurait pas de document consacré. On resterait là dans le domaine de l'implicite qui relèverait plus de la formation du chercheur.

---

<sup>5</sup>Le PTCI est un programme de la CIEREA, mis en œuvre à partir de 1994 dans quatre universités d'Afrique francophone (Abidjan, Dakar, Ouagadougou, Yaoundé, Libreville), essentiellement sous la forme d'un DEA harmonisé en sciences économiques (communément appelé DEA PTCI).



Enfin, les dysfonctionnements les plus importants relevant de la gestion opérationnelle de la recherche seraient liés au manque de textes spécifiques concernant la recherche universitaire. Mais aussi au fait qu'il y aurait absence véritable d'encadrement, absence de débats scientifiques, difficultés de publication, même lorsque des manuscrits existent.

### *5.3 Faiblesses matérielles de la recherche à l'UO*

En plus des forces institutionnelles de la recherche présentées au point 4.3, l'état des lieux de la valorisation de la recherche à l'UO (MESSRS, CRDI, UO, 2008) met également, avec justesse, en évidence des faiblesses ou contraintes développées dans les termes qui suivent.

Les infrastructures disponibles sont insuffisantes car les enseignants-chercheurs ne disposent pas de locaux pour mener à bien leurs tâches d'enseignement et de recherche. Les superficies des laboratoires sont réduites, l'équipement scientifique lourd pratiquement inexistant. L'exemple de l'équipement disponible au département de chimie ne permet pas une recherche sur place répondant aux normes internationales dans le domaine.

Les difficultés administratives dans le déblocage des moyens financiers alloués à des projets de recherche entravent la bonne marche des activités. Les budgets nationaux ou extérieurs consacrés à la recherche sont difficilement évalués du fait que les programmes de coopération couvrent les deux grandes missions de l'université : la formation et la recherche.

Les problèmes financiers déjà rapportés lors du séminaire sur l'UO en 1998, sont évoqués par tous lors de l'enquête, c'est-à-dire dix ans après... L'inexistence de budget propre pour la recherche dans le budget de l'université est un handicap pour les jeunes chercheurs, la formation des équipes multidisciplinaires, une meilleure prise en compte des préoccupations nationales, et un contrôle de l'activité de recherche en dehors du CAMES.

L'UO contribue à l'avancée de la recherche scientifique nationale et mondiale. Les retombées de cette recherche pour les populations ne sont pas mesurables du fait que le chercheur, même préoccupé par la dissémination, s'intéresse peu aux retombées sur les populations. L'étape de diffusion des résultats pour tous ne connaît pas sa participation.

Ce dernier aspect souligne la problématique générale de la visibilité ou de la communication où plusieurs faiblesses sont constatées :

- beaucoup de chercheurs travaillent seuls, particulièrement dans les UFR/SJP, SEG et LAC ;
- les enseignants-chercheurs, acteurs de la recherche à l'UO, restent très peu imprégnés des thématiques des collègues des autres UFR et parfois de leur propre UFR ; les honneurs et diverses nominations sont peu connus ; la capacité de recherche à l'UO et la pertinence des recherches reste peu connue ;
- la thématique de recherche étant libre, elle évolue probablement avec celle du partenariat financier ; les thématiques de recherche sont aussi nombreuses que les opportunités de financement ; ainsi, on observe une multitude de micro thématiques en dehors des cadres de programme de coopération à long terme qui possèdent des thématiques plus orientées et souvent multidisciplinaires ;

- la recherche paie le lourd tribut de la disponibilité des enseignants dans un contexte de charge pédagogique très élevée et de sollicitations extérieures.

A propos de la valorisation, à la différence du CNRST avec ses deux structures de valorisation que sont le FRSIT et l'ANVAR, l'UO n'en dispose pas. Les recherches à l'UO aboutissent à des publications scientifiques non exploitées. Les raisons des difficultés à la valorisation sont le manque d'implication des chercheurs à ce niveau. Peu de brevets sont déposés par les chercheurs de l'UO. Il n'y a pas de partenaire financier spécifique à la valorisation comme pour la recherche elle-même ou la formation.

## **6. Enjeux majeurs, besoins et approches prometteuses à accompagner**

### *6.1 Etre au cœur des stratégies nationales de développement*

Au regard de l'état des lieux de la valorisation de la recherche à l'UO (MESSRS, CRDI, UO, 2008), les problématiques sont connues ; les mêmes questions reviennent d'études en études. Ce qu'il faut maintenant, ce sont des actes. Pour étayer cette idée, en 1998, 67 % des enseignants estimaient que la recherche occupait une place insuffisante à l'UO. Ils estimaient que pour mieux soutenir l'effort de recherche à l'UO, il fallait accroître le budget alloué à la recherche (85 %), favoriser le développement de laboratoires et la création de revues (72 %), organiser périodiquement des séminaires et colloques (67 %), définir les axes prioritaires de la recherche et les financer, promouvoir les échanges avec les autres chercheurs de la sous-région et des autres continents, encourager l'interdisciplinarité, centrer les efforts sur les projets nationaux de recherche et non sur les préoccupations de recherche de bailleurs de fonds (MESSRS, CRDI, UO, 2008). Autant de points fortement soulignés dans les entretiens réalisés.

Il faudrait, par exemple, mettre en place des dispositifs qui permettent à l'Université d'aller vers la recherche appliquée. Ici, le cas des "boutiques des sciences" existant dans les universités des Pays-Bas peut être cité comme un bon exemple : des universitaires de disciplines différentes prennent en charge, ensemble, un problème qui se pose à la communauté pour le résoudre. De même, l'Université doit aller vers les entreprises pour adapter ses activités aux besoins de la société, à l'image de certains centres comme le CRSBAN ou le CEPAPE qui font déjà cet effort.

La recherche universitaire pourrait être plus orientée sur les problématiques de développement si des demandes provenaient de la société (exemple : le programme *Saaga* sur les pluies provoquées qui demande à tel laboratoire de chimie d'analyser les eaux de pluies provoquées, ou une commune qui demande l'analyse des eaux d'un marigot...) et si des collaborations étaient mises en place entre chercheurs universitaires (recherche fondamentale) et chercheurs appliqués (recherche-développement). On peut citer ici le cas de l'Inde où tout enseignant-chercheur, en plus d'avoir un bureau à l'Université, serait rattaché à un ministère, avec un système d'incitation, ce qui permettrait de renforcer la réflexion et l'analyse critique dans les ministères.

Il peut être également profitable de mobiliser le financement de l'Etat au profit d'une réflexion stratégique sur les politiques publiques, menée par les universitaires regroupés dans des programmes de recherche. Cela permet d'aller vers la réalisation des objectifs de développement national, en capitalisant leur expertise, en minimisant la fuite des cerveaux et en s'affranchissant des agendas des bailleurs de fonds.

La recherche devrait relever du domaine régalien de l'Etat qui, à défaut de financer directement à

coup de milliards, pourrait canaliser les financements des sociétés privées en faveur de la recherche, sur des thèmes de développement.

L'enjeu de l'UO est de pouvoir être au cœur des stratégies et politiques de développement du pays par la recherche de synergie entre chercheurs et décideurs. Pour cela, ses besoins en renforcement des capacités doivent être liés à ce souci d'ouverture sur son environnement en prêtant attention aux besoins de la société ; en alliant recherche fondamentale et appliquée ; en faisant en sorte que l'Université devienne le socle du développement, le lieu de diffusion des idées nouvelles ; en renforçant le lien entre l'Université et le CNRST pour exploiter des synergies et complémentarités ; en envisageant l'utilisation des langues nationales à l'Université.

Pour ce faire, l'UO devrait relever des défis organisationnels et de renforcement des capacités, notamment en ce qui concerne la valorisation des résultats de recherche obtenus ; la gestion administrative et financière des structures de recherche ; l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de programmes et projets de recherche ; la communication ; et l'équipement en infrastructures et matériels informatiques.

### *6.2 Les besoins en renforcement des capacités*

L'analyse de l'organisation, du pilotage et de la gestion opérationnelle de la recherche à l'UO fait émerger des besoins en renforcement des capacités. Il s'agit bien de besoins en renforcement des capacités et non pas seulement de besoins en formation ou en financement, car la question des capacités ne se réduit pas à celle de la formation (aux capacités des individus), ni même à celles des organisations. Elle va plus loin pour se confondre à la performance du système dans lequel vont intervenir les individus et les organisations. En d'autres termes, le renforcement des capacités comprend une dimension institutionnelle, une dimension humaine et une dimension matérielle.

Ainsi, il apparaît des besoins en renforcement des capacités institutionnelles de l'UO, quant à la gouvernance de la recherche. Précisément, il est nécessaire que l'UO dispose d'une politique explicite de la recherche, matérialisée par un document de référence. Bien entendu, une telle politique devra être en phase avec la politique nationale de la recherche dont la formulation devra voir une contribution active de l'UO. Une telle politique permettra de combler un autre besoin qui est la relecture des textes règlementaires de l'UO en ses points concernant la gouvernance de la recherche. Ces besoins institutionnels peuvent être résumés en un besoin de réalisation d'un audit organisationnel de la recherche à l'UO qui proposerait un document de politique de la recherche et un nouvel organigramme de la recherche à l'UO induit par des amendements à porter à ses *Statuts* et *Règlement intérieur*.

En outre, au plan des capacités institutionnelles, on note un besoin en communication qui gagnerait à être planifié. Il importe en effet d'élaborer une stratégie de communication qui intégrera, entre autres, la communication avec les partenaires, la communication hiérarchique et opérationnelle. Cette stratégie devra accompagner la politique de recherche de l'UO et traiter des besoins de communication en son sein. Elle veillera à la cohérence des messages émis, mobilisera les acteurs de la recherche autour des progrès attendus et organisera la circulation de l'information à l'intérieur de l'UO. Au niveau externe, la stratégie de communication visera à donner plus de visibilité à l'action de l'UO en matière de recherche, à la faire apprécier et à renforcer sa crédibilité.

Les besoins en renforcement des capacités humaines peuvent être pris en charge par l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de formation et de recrutement d'enseignants-chercheurs et de personnel de soutien. Tout en entreprenant des actions immédiates de formation là où le besoin est crucial (l'avancement des enseignants-chercheurs dans leur carrière), le programme de formation devra présenter les éléments d'une politique d'avancement des enseignants-chercheurs dans leur carrière : une politique permettant l'aboutissement des études doctorales et le passage des différents grades (assistant, maître-assistant, maître de conférences, professeur titulaires) dans des délais les plus courts possibles selon les règles du CAMES. Cela permettra à l'UO d'identifier de façon permanente, à tous les niveaux, les besoins de formation. Dans ce cadre, une liste de structures partenaires et de personnes ressources pour l'appui à la formation pourra être établie. Une telle politique devra également entraîner une augmentation des candidatures aux postes d'assistants. Elle sera enfin accompagnée d'une mise à niveau du personnel en place et d'un recrutement de personnel qualifié pour l'administration, les finances et la communication au niveau central et dans les structures de recherche.

Les besoins en renforcement des capacités matérielles incluent les infrastructures et équipements matériels nécessaires au bon déroulement des activités de recherche. Il y a besoin d'augmenter le nombre de locaux (bureaux pour enseignants-chercheurs, bureaux pour thésards), de regrouper les laboratoires et de les doter en matériels et fournitures nécessaires à leur fonctionnement permanent, de doter l'ensemble du personnel d'ordinateurs et d'accroître le débit de la connexion à Internet.

Ces besoins vont avec les besoins financiers mis en évidence par l'absence de budget spécifique à la recherche. L'UO a véritablement besoin d'un appui budgétaire pour le financement de la recherche. Un tel appui peut être obtenu par le biais d'une dotation annuelle minimale de l'Etat et de programmes et projets périodiques de recherche qu'une politique de partenariat pourrait soutenir. Il y a donc aussi nécessité pour l'UO de formuler une politique de partenariat qui définit la nature des partenariats et qui a l'adhésion des partenaires potentiels (les partenaires identifiés devront être associés à la formulation la politique). Un document de politique de partenariat permettra de mieux formaliser et de renforcer les liens actuels avec les différentes coopérations (française, belge, hollandaise, canadienne, etc.), l'Etat, les collectivités territoriales, les entreprises et les organisations de la société civile.

En tout état de cause, il serait bénéfique pour l'UO d'entreprendre un exercice systématique et méthodique d'identification des besoins en renforcement des capacités qui prennent en compte les trois dimensions du renforcement des capacités qui viennent d'être mentionnées.

### *6.3 Une gouvernance efficace de la recherche universitaire*

Dans le cadre du projet d'établissement intitulé "Une université globale sur un campus durable", en cours d'amendement au sein des UFR de l'UO, des textes sont proposés pour rendre plus efficace la gouvernance de la recherche universitaire. Ils devraient permettre de mieux organiser les structures de recherche, d'avoir un meilleur regard sur elles et d'avoir des appuis financiers à la recherche.

Le projet d'établissement définit trois axes stratégiques : promouvoir la réussite des étudiants et l'ouverture vers le monde socioéconomique ; faire de l'UO un pôle de recherche cohérent et visible ; améliorer la nouvelle gouvernance.

Au compte du deuxième axe, le projet estime nécessaire de réorganiser la recherche afin de la rendre plus performante en adoptant une meilleure organisation des études doctorales et des conditions claires pour la création des écoles doctorales ; en regroupant les programmes doctoraux en cinq écoles doctorales (école doctorale des sciences de la santé ; des sciences et techniques ; des lettres, communications et sciences humaines ; des sciences économiques et de gestion ; des sciences juridiques et politiques) ; le recrutement du personnel administratif et de soutien en nombre et qualité suffisants pour le bon fonctionnement des écoles doctorales ; le rattachement des écoles doctorales, structures académiques au-dessus des UFR (une école doctorale pouvant regrouper plusieurs UFR), directement à la présidence de l'Université ou, à défaut, à la VP/RCI ; la dotation des écoles doctorales – structures académiques et administratives appelées à fonctionner de façon autonome – de moyens financiers conséquents pour leur fonctionnement, avec un budget de 50 millions de francs CFA au minimum par école et par an.

Selon toujours le projet, un tel regroupement se justifie par le fait, d'une part, que les écoles doctorales sont des établissements regroupant des DEA et des formations doctorales en unités conséquentes, disciplinaires ou pluridisciplinaires pour conduire des recherches et des formations et, d'autre part, que l'UO compte au moins une trentaine de programmes de troisième cycle.

La création envisagée d'écoles doctorales s'accompagne de la définition des conditions de création, des missions, de l'organisation et du fonctionnement des laboratoires et équipes de recherche.

Pour le projet, la valorisation de la recherche passe par la mise en place d'une stratégie de communication de l'Université vers l'extérieur. Outre le site Internet de l'Université, qui fera l'objet de développements dans le cadre de la politique globale de communication de l'Université, des publications pour la visibilité des travaux des laboratoires sont envisagés.

Enfin, le projet mentionne que l'orientation et la priorité de la recherche devra être affirmée par un document.

Se trouvent annexés au projet, les propositions de décret portant mise en place de la réforme LMD ; d'arrêté portant sur les études doctorales et conditions de création d'écoles doctorales à l'UO ; d'arrêté portant approbation des statuts de l'école doctorale de l'UO ; d'arrêté portant conditions de création de laboratoires de recherche et d'équipes de recherche à l'UO ; et d'arrêté portant missions, organisation et fonctionnement des laboratoires et des équipes de recherche créés au sein de l'UO.

Comme contenus intéressants de ces nouveaux textes, il y a le fait que les écoles doctorales sont définies pour regrouper des laboratoires et des équipes de recherche reconnus par la présidence de l'UO autour d'un projet de formation qui s'inscrit dans la politique scientifique de l'établissement. Elles devraient être dirigées par des directeurs assistés d'un adjoint (élus) et des conseils. Le rôle du directeur de l'école doctorale sera de mettre en œuvre le programme d'actions de l'école doctorale et de présenter chaque année un rapport d'activités de l'école devant le conseil de l'école doctorale et les conseils scientifiques des laboratoires affiliés. Le laboratoire comprendrait au minimum quatre chercheurs de l'enseignement supérieur de l'UO dont un de rang A. Le responsable du laboratoire sera nommé par décision du Président de l'Université, sur proposition des membres du laboratoire parmi les enseignants de rang A.

En tout, ce projet a ainsi l'avantage de proposer une structuration plus complète et cohérente de la recherche à l'UO.

## **7. Recommandations**

### *7.1 A l'endroit de l'Etat : financer la recherche à l'UO*

Un ensemble de recommandations émergent des entretiens, de même que des diagnostics effectués par ailleurs, tournant autour du financement étatique de la recherche à l'UO. Il est ainsi recommandé d'allouer un budget pour la recherche à l'UO qui servirait au financement des bourses de troisième cycle, de soutiens aux laboratoires, des revues ou autres activités de recherche, au-delà de la prime de recherche qui ne constitue en fait qu'une récompense d'une année d'activité, et non un financement de l'activité de recherche. Le budget étant le premier élément de preuve d'importance accordée à la recherche, une telle inscription budgétaire autoriserait une meilleure gouvernance de la recherche.

Dans le même sens, il est proposé d'allouer des fonds pour la recherche au niveau des UFR pour qu'elles puissent remplir leur mission de réalisation d'activités de recherche et non plus seulement les missions classiques d'enseignement dévolues traditionnellement aux facultés.

Du reste, pour dynamiser la recherche, le séminaire sur *"L'Université de Ouagadougou au XXI<sup>e</sup> siècle : à la recherche de l'efficacité et de la performance"* (1998) proposait qu'un fonds spécial de la recherche soit alloué et que de vraies équipes de recherches interdisciplinaires de préférence soient constituées. Dans ce cadre, il était demandé aux enseignants de rang A d'assumer leur rôle d'encadrement des jeunes chercheurs. Mais pour donner plus de chances de financement à leurs projets, les chercheurs devaient inscrire leurs recherches dans le cadre du plan stratégique de la recherche.

Une autre forme de financement est préconisée par la mise à contribution des recettes propres de l'Université (frais d'inscription, frais de laboratoires), pour peu que l'on puisse les augmenter. Malheureusement, en l'état actuel, elles sont englouties par l'urgence des dépenses courantes et leur augmentation constitue une question politique sensible.

### *7.2 A l'endroit de l'UO, de ses partenaires non étatiques et des enseignants-chercheurs*

Sont énumérées des suggestions qui pourraient être prises en compte par l'UO et ses partenaires non étatiques (bailleurs de fonds, entreprises, société civile) dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance de la recherche à l'UO :

- adopter de nouveaux textes permettant aux organes et instances de l'UO et des UFR (conseils scientifiques) de suivre le fonctionnement des structures de recherche ;
- adopter les réformes proposées dans le projet d'établissement qui permettra une meilleure structuration de la recherche à l'UO et qui aura le LMD comme trame ;
- faciliter le processus d'inscription en thèse de doctorat, la préparation des thèses de doctorat pour qu'elles se soutiennent dans les délais et faciliter la promotion des jeunes chercheurs au niveau du CAMES en valorisant les articles publiés avant thèse ;

- créer une structure de valorisation des résultats de recherche au sein de l'UO ;
- formuler des projets et programmes de recherche impliquant des équipes pluridisciplinaires ;
- inciter les enseignants-chercheurs à participer aux manifestations de diffusion et de valorisation des résultats de recherche d'envergure nationale (de type FRSIT) ;
- développer des initiatives pour la publication en ligne de l'information scientifique et technologique ;
- développer une stratégie de communication vis-à-vis des décideurs, des opérateurs économiques et des membres des organisations de la société civile pour mieux faire connaître les résultats de recherche et sensibiliser les décideurs et opérateurs à une plus grande contribution financière au plan national ;
- mettre en place une plus grande collaboration entre l'Université et les secteurs ministériels ou les industries ;
- organiser la recherche à partir d'une politique claire et des moyens conséquents y afférents : définir une politique de recherche de l'UO qui se traduirait en programmes et projets auxquels l'on soumissionnerait selon des conditions précises ; cela éviterait que la recherche ne serve qu'à la promotion de carrières personnelles ;
- mettre à la disposition des directeurs d'UFR des moyens conséquents (budget, infrastructures, enseignants-chercheurs) et leur donner plus d'autonomie financière ;
- rendre fonctionnels les laboratoires pour éviter que les chercheurs et thésards n'aillent conduire leurs manipulations en dehors de l'Université ;
- associer l'administration financière dans l'élaboration des projets de recherche, afin de permettre d'intégrer la participation des projets au financement des charges de fonctionnement de l'Université (entretien des locaux, eau, électricité, Internet, sécurité...) et de sécuriser les travaux de recherche ;
- identifier de façon complète les besoins en renforcement des capacités de l'UO au plan de la recherche : identifier les faiblesses de capacités institutionnelles, humaines et matérielles, identifier les remèdes possibles et identifier les agents de renforcement de capacité (Etat, partenaires techniques et financiers).

### *7.3 Pour une politique de recherche à l'UO*

Il importe que l'UO définisse une politique cohérente de recherche qui lui permette d'œuvrer progressivement vers l'atteinte de ses objectifs. Pour que les résultats escomptés soient réellement atteints, et pour amoindrir les diverses faiblesses signalées, cette politique devra intégrer les éléments favorables à un pilotage stratégique. Ainsi, l'UO devra confirmer ses finalités pour générer de meilleurs effets sur la société, pour renforcer en quelque sorte sa mission de formation et de recherche en phase avec les options gouvernementales.

Le pilotage stratégique permettra aux enseignants-chercheurs de prendre conscience que la recherche est un ensemble d'activités ayant leurs propres dynamiques, qui s'enclenchent dans un

processus continu dont le but est de produire les résultats de développement souhaités. Aussi, les références qui doivent guider les choix au niveau de l'UO sont une vision pour la recherche, des sources de motivation pour enraciner le professionnalisme et la compétence, et des domaines pertinents de recherche pour développer l'efficacité et les résultats.

Les axes forts sur lesquels l'UO pourrait s'appuyer sont une appropriation collective des compétences nouvelles orientées sur la stratégie ; une association des points de vue externes et internes ; une structuration claire et hiérarchisée des activités ; une cohérence forte des objectifs, du plus global au plus opérationnel ; un pilotage collectif, anticipatif et réactif ; un management concrètement accroché au réel, aux hommes et aux résultats ; une stratégie reliée au quotidien à tous les niveaux.

Pour mettre en œuvre la démarche de pilotage stratégique, l'UO devra définir clairement sa *stratégie globale de recherche*, adopter la *démarche de performance*, définir les *objectifs stratégiques*, organiser la *mise en œuvre* de la stratégie et *piloter la recherche*.

Une stratégie globale de recherche a le mérite de préciser là où on va et est susceptible de galvaniser les ardeurs des acteurs si la vision est réaliste et tire vers le progrès.

Ce schéma devrait comporter un cadre de référence (finalités, objectifs) ; un positionnement clair de l'UO par rapport aux autres structures de recherche du Burkina Faso (les autres universités, le CNRST...) – ce positionnement doit émaner d'une analyse de l'environnement, d'un repérage des tendances et ruptures, de l'identification des opportunités et des menaces ; une détermination des domaines d'activités stratégiques (domaines pertinents d'intervention qui contribuent fortement à la finalité de l'institution ; ces domaines sont une combinaison d'actions et d'objectifs qui assurent la réalisation de la finalité).

A partir de sa vision pour la recherche, l'UO pourra définir des objectifs en fonction de la finalité et des capacités. La démarche du cadre logique permet de définir parfaitement les objectifs stratégiques : l'objectif général, les objectifs spécifiques sur les processus principaux et les activités majeures et les objectifs au niveau des fonctions supports (ressources techniques, ressources humaines, etc.).

Ensuite, un plan stratégique organisera les objectifs stratégiques, les activités et les moyens, et pourra guider l'action des responsables de l'UO et leur recherche de partenariat. Par activités, il faudra désigner les indicateurs les plus pertinents qui devront être en rapport avec les enjeux stratégiques et les objectifs stratégiques eux-mêmes.

Le plan stratégique comprend les finalités, les domaines d'activités stratégiques, les objectifs, les indicateurs d'objectifs, les projets prioritaires et les plans d'actions.

La mise en œuvre de la stratégie consistera à fixer les responsabilités, à déterminer les contributions, à gérer les objectifs et à les surveiller.

Un certain nombre de tâches sont nécessaires pour assurer le pilotage stratégique. Pour ce faire, il faudra construire des tableaux de bord ; améliorer le système d'information ; exercer un contrôle stratégique (pour mieux anticiper) ; organiser le cycle de pilotage (suivi) ; évaluer les performances ; élaborer un plan de communication interne et externe.



## 8. Conclusion

L'état des lieux de la gouvernance de la recherche à l'Université de Ouagadougou (UO) a été l'objet de cette étude réalisée à partir d'analyses documentaires et d'entretiens avec différentes catégories d'acteurs de la recherche à l'UO.

Après avoir présenté un contexte marqué par l'existence de cadres gouvernementaux de référence (Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), textes sur la politique éducative et de recherche scientifique) et l'évolution de l'UO, l'organisation de la recherche a été appréhendée. Il s'agit d'une structuration d'ensemble en forme U, théoriquement appropriée pour une université telle que l'UO. Cependant, en pratique, l'organisation de la recherche n'est pas fonctionnelle car ne disposant pas de texte spécifique. On constate comme faiblesses qu'il y a un émiettement des laboratoires, une absence de collaboration entre eux, ni même entre les enseignants-chercheurs. L'existence de structures dédiées à la recherche (VP/RCI, DR, UFR) et à la valorisation des résultats de la recherche (DR, DPU, ANVAR, FRSIT), de même que la grande capacité d'initiative des enseignants-chercheurs demeurent des forces du système.

Quant au pilotage institutionnel de la recherche à l'UO, il est handicapé par l'absence d'une politique de recherche propre et d'un système national de financement. Des prescriptions existent pouvant servir de cadres d'orientation de la recherche universitaire (documents et textes de politique éducative, plan stratégique de la recherche, plan quinquennal 2005-2009 de l'UO, textes fondamentaux de l'UO), mais ne sont pas réellement appliquées. La recherche universitaire est essentiellement financée par les partenaires extérieurs par le biais des programmes de coopération individuels ou globaux.

Au niveau de la gestion opérationnelle, les procédures administratives et financières liées à la gestion des projets paraissent lourdes au goût des chercheurs qui évoluent dans des conditions plutôt difficiles de travail : absence de considération, insuffisance d'infrastructures, d'équipement matériel et informatique, d'encadrement et de valorisation des résultats de recherche.

En guise de perspectives, le diagnostic de la gouvernance de la recherche universitaire étant bien connu, la mise en œuvre de mesures de correction des dysfonctionnements s'avèrent être une clé primordiale changer positivement les choses. La recherche universitaire devra être au cœur des stratégies nationales de développement. Le projet d'établissement de l'UO, en cours de finalisation va dans ce sens, en proposant une réorganisation de la recherche à l'UO autour de la création d'écoles doctorales, afin de la rendre plus efficace.

Comme recommandations à l'endroit de l'Etat, de l'UO et de ses autres partenaires, la définition et la mise en œuvre d'une véritable politique de recherche suivant les règles de la planification stratégique (une stratégie globale de recherche, une démarche de performance, des objectifs stratégiques, un pilotage stratégique) apparaît comme un moyen viable d'améliorer durablement la gouvernance de la recherche à l'UO, favorisant la résolution de des questions de financement, institutionnelles, de ressources humaines et matérielles.

## Bibliographie

- Arrêté ministériel n° 2000-143/MESSRS/SG/VO/Ch. portant création, organisation et fonctionnement des Unités de formation et de recherche et d'Institut à l'Université de Ouagadougou, 27 décembre 2000
- Arrêté n° 2006-009/MESSRS/SG/VO/P portant règlement intérieur de l'Université de Ouagadougou, 10 mars 2006
- Burkina Faso (2007), *Loi d'orientation de l'éducation : Loi n° 013-2007/AN du 30 juillet 2007*
- Burkina Faso (2008), *Lettre de politique éducative (LPE)*, juillet 2008
- Burkina Faso (2008), *Réforme du système éducatif du Burkina Faso : Cadrage général 2007-2015*, septembre 2008
- CAPES (2006), *Résultats de la recherche, de l'invention et de l'innovation technologique au Burkina Faso : état des lieux de l'exploitation pour un développement durable*, octobre 2006
- CAPES (2006), *Rapport général de l'atelier : "Comment exploiter les résultats de la recherche pour un développement durable au Burkina Faso ? Etat des lieux et proposition de solutions idoines"*, Ouagadougou, 19-20 octobre 2006
- CAPES (2008), *Les résultats majeurs de la recherche au CNRST : quelle utilisation pour le développement ?*, octobre 2008
- CNRST, *Une recherche pluridisciplinaire au service du développement*, Présentation, document de présentation du CNRST
- Loi n° 032-2000/AN portant création de la catégorie d'établissement public de l'Etat à caractère scientifique, culturel et technique, 8 décembre 2000
- Décret n° 2000-558/PRES/PM/MESSRS/MEF portant érection de l'Université de Ouagadougou en établissement public de l'Etat à caractère scientifique, culturel et technique, 12 décembre 2000
- Décret n° 2008-645/PRES/PM/MESSRS portant organisation de l'enseignement supérieur, 20 octobre 2008
- MEDEV (2004), *Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté*, Ministère de l'économie et du développement (MEDEV), Burkina Faso
- MESSRS (2004), *Programme décennal de développement des enseignements secondaire et supérieur (PDDESS) 2005-2014*, Ministère des enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique (MESSRS), décembre 2004
- MESSRS, CNRST (1995), *Plan stratégique de la recherche scientifique*, octobre 1995
- MESSRS, DAKOUO D. (2008), *Document n° 9. Document national de synthèse des états des lieux des résultats de la recherche et des innovations du Burkina Faso*, Direction du projet MESSRS/CRDI, novembre 2008
- MESSRS, CRDI, UO (2008), *Etat des lieux de la valorisation de la recherche à l'Université de Ouagadougou, Rapport d'enquête*, octobre 2008
- MESSRS, MEBA, MASSN (2008), *Plan sectoriel de l'éducation au Burkina Faso*, Burkina Faso
- MESSRS, UO (1998), *Actes du séminaire sur le thème "L'Université de Ouagadougou au XXI<sup>e</sup> siècle : à la recherche de l'efficacité et de la performance"*, DPU, septembre 1998
- MESSRS, UO, *Plan stratégique quinquennal de développement institutionnel de l'Université de Ouagadougou 2005-2009*, UO
- MESSRS, UO (2000), *Statuts de l'Université de Ouagadougou*, 12 décembre 2000
- UO (2004), *Bilan annuel de la coopération universitaire, année 2003*, VP/RCI, DCU, mai 2004
- UO (2006), *Université de Ouagadougou : Une université tournée vers l'avenir*, document de publicité
- UO, KOULIDIATI J. (2009), *Projet d'établissement. "Une université globale sur un campus durable"*, document en discussion

## Annexe 1 : Guide d'entretien

Bonjour/Bonsoir, Mme/M., Professeur, Docteur,

Je suis Seglaro Abel Somé, économiste, consultant national...

L'entretien est réalisé dans le cadre d'une étude du CRDI, à partir de Dakar, portant sur la gouvernance de la recherche universitaire : comment elle est structurée, pilotée et gérée. L'étude vise à aboutir au renforcement de la recherche pour le développement dans les universités africaines. Elle concerne l'UO, mais aussi les Universités de Buea (Cameroun), d'Abobo-Adjamé (Côte d'Ivoire), de Legon (Ghana), Cheikh Anta Diop de Dakar et Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal). Aussi, l'entretien portera sur quatre grands points : l'organisation du système de la recherche universitaire, le pilotage institutionnel de la recherche universitaire, la gestion opérationnelle du système de recherche, et enfin, les enjeux, défis et perspectives. On aimerait particulièrement s'intéresser aux forces, faiblesses, facteurs bloquants, bonnes pratiques et les besoins de renforcement de la gouvernance de la recherche (perspectives intervention du CRDI).

### Informations sur l'interviewé(e)

Date de l'entretien :

Nom de l'interviewé :

Titre officiel :

Nombre d'années dans la fonction :

### **1. Organisation du système de recherche universitaire**

Une appréciation à donner sur l'organisation du système : l'architecture, la structuration, le découpage en UFR, mais surtout, centres, laboratoires, équipes de recherche, écoles, instituts ? La fonctionnalité, les liens entre les différentes structures ?

Qu'est-ce qui marche ? Qu'est-ce qui ne marche pas ? Que faire ?

Comment voyez-vous votre positionnement en tant qu'acteur dans l'organisation du système (votre rôle, vos besoins, vos propositions) ?

### **2. Pilotage institutionnel de la recherche universitaire**

Les instances de pilotage et leur fonctionnement : CA, CFVU, CS (régularité, légitimité, transparence, évaluation...) ?

Influence sur la gouvernance de la recherche universitaire ? (Implications de la réforme LMD, pilotage stratégique de l'Etat, types de financement public, privé, partenariats majeurs, priorités définies comment, pertinentes pour les problématiques du développement du pays, orientée demande, impacts de la régulation du système sur les résultats de la recherche) ?

Quelles critiques globales sur le pilotage ? Quelles appréciations positives ? Quelles suggestions ?

Comment voyez-vous votre positionnement en tant qu'acteur dans le pilotage institutionnel du système (votre rôle, vos besoins, vos propositions) ?

### **3. Gestion opérationnelle du système de recherche**

Les procédures (administratives, financières, contrôle qualité, de recrutement des enseignants chercheurs) : quelles appréciations ?

Le chercheur et son environnement (statut, reconnaissance, conditions de travail, évaluation..., capacités d'initiative (propositions de recherche de qualité, trouver des financements, mettre en œuvre des projets de recherche), capacités managériales des responsables des unités de recherche, traitement des jeunes chercheurs (accompagnement, coaching, promotion), perception équité des genres, prise en charge des questions d'éthique et de

déontologie par les différents acteurs de la recherche universitaire, avis sur les différents acteurs et leurs relations) ?

La recherche et l'environnement de la recherche (stabilité des thématiques de recherche, politique de valorisation des résultats de la recherche, effectivité de l'utilisation des TIC dans la gestion de la recherche, infrastructures de recherche) ?

Bonnes pratiques dans la gestion opérationnelle des unités de recherche ?

Dysfonctionnements les plus importants ?

Quelles améliorations suggérées ?

Comment voyez-vous votre positionnement en tant qu'acteur dans la gestion opérationnelle du système (votre rôle, vos besoins, vos propositions) ?

#### **4. Enjeux, défis et perspectives**

Existe-t-il des enjeux et des défis importants qui n'ont pas été abordés durant l'entrevue et que vous voudriez mettre en évidence ?

Quels sont les principaux besoins en renforcement de capacités qu'il urge de satisfaire pour améliorer la gouvernance de la recherche universitaire et pour accroître la contribution de l'université au développement national (ou de la société) ?

## Annexe 2 : Liste des personnes interviewées

N°	Nom	Fonction	Dates
1	Pr BONZI/COULIBALY Yvonne	Directrice de la recherche	05/05/09
2	Pr ZIDA Jean	Directeur de la coopération universitaire	12/05/09
3	Pr ZOMBRÉ Gérard	Directeur de l'UFR/SVT	12/05/09
4	Pr TRAORÉ Karfa	Directeur de l'UFR/SEA	13/05/09
5	Dr WETTA Claude	Directeur de l'UFR/SEG	13/05/09
6	Pr LEGMA Boukary Jean	Directeur de la promotion des enseignants et des relations avec le CAMES Responsable du Laboratoire de chimie physique et d'électrochimie (LCPE)	13/05/09
7	Pr BANTENGA Moussa Willy	Directeur de l'UFR/SH	14/05/09
8	Dr KIEMDÉ Paul	Directeur de l'UFR/SJP	19/05/09
9	M. DABIRÉ Jean De Dieu	Chef du bureau d'études du Secrétariat général	03/06/09
10	Pr KOULIDIATI Jean	Président, Président du CFVU et du CS	05/06/09
11	M. TRAORÉ Dramane	Directeur de l'administration et des finances	08/06/09
12	Pr SOMÉ Blaise	Professeur titulaire	08/06/09
13	Pr GUISSOU Laetaré Basile	Président du CA Délégué général du CNRST	09/06/09
14	M. OUIMINGA Idrissa	Etudiant en 3ème année de thèse (sciences économiques)	09/06/09
15	M. OUEDRAOGO Tanga	Agent comptable	10/06/09
16	Pr THIOMBIANO Taladidia	Directeur du CEDRES Responsable du Laboratoire d'économie de l'environnement et de socio-économétrie (LEESE)	10/06/09
17	Pr BALIMA Serge Théophile	Directeur du CERAM et de l'IPERMIC	11/06/09
18	Mlle SORO Monique	Etudiante en 2ème de thèse (biotechnologie microbienne et cellulaire)	15/06/09